

La position de l'Angleterre et des Etats-Unis
d'Amérique à l'égard des Conventions de Genève
visant les conflits de Lois
en matière de Lettres de change,
Billets à ordre et de Chèques

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 17 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

Antoine d'ARGENT DE DEUX-FONTAINES

Président : M. LÉVY-ULLMANN, Professeur.

Suffragants { MM. ESCARRA, Professeur.
HAMEL, Professeur.

LIBRAIRIE
du
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)
22, Rue Soufflot - PARIS - V^e

1938

**La position de l'Angleterre et des Etats-Unis
d'Amérique à l'égard des conventions de Genève
visant les conflits de lois en matière
de lettres de change, billets à ordre et chèques**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La position de l'Angleterre et des Etats-Unis
d'Amérique à l'égard des conventions de Genève
visant les conflits de Lois
en matière de Lettres de change,
Billets à ordre et de Chèques

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 17 Décembre 1938, à 14 heures

PAR

Antoine d'ARGENT DE DEUX-FONTAINES

Président : M. LÉVY-ULLMANN, Professeur.

Suffragants { MM. ESCARRA, Professeur.
HAMEL, Professeur.

LIBRAIRIE
du
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot -- PARIS - V^e

1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs



INTRODUCTION

Depuis plus de cinquante ans, les spécialistes des questions de lettres de change, de billets à ordre et de chèques, signalent à l'envie l'extrême variété des législations en ces matières et les inconvénients qui en résultent pour le commerce international. Ce sont là deux faits sur lesquels il convient d'insister quelque peu. Que les diverses législations soient fort dissemblables, c'est ce dont on peut se rendre un compte exact en suivant dans leur existence ces instruments de crédit et de paiement, c'est-à-dire en partant de leur émission et en allant jusqu'à leur paiement.

A. — EMISSION.

A cet égard, et réserve faite des nuances, les systèmes législatifs peuvent se répartir en trois groupes. Les uns — tels ceux des ex-Empires centraux — sont essentiellement formalistes, exigeant, par exemple, que le titre contienne l'expression « lettre de change, billet à

ordre ou chèque », de telle sorte qu'en principe l'on puisse reconnaître à première vue qu'il s'agit de l'un de ces titres et non d'un autre document. D'autres — comme ceux d'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique — se situent sur un plan tout différent : les exigences de forme sont réduites vraiment au minimum. On se passe parfaitement des mentions « lettre de change, billet à ordre ou chèque ». Bien plus, la date de création du titre, encore que fort utile pour apprécier la capacité du tireur, pour fixer éventuellement l'échéance, dans certains cas, pour faire courir les intérêts, n'est cependant pas obligatoire. Le porteur d'une lettre payable à un certain délai de date peut lui-même insérer la date véritable (1).

Dans le même ordre d'idées, les législations britannique et américaine décident que la lettre de change, le billet à ordre et le chèque ne sont pas nuls du fait que ni le lieu d'émission, ni le lieu de paiement ne sont expressément indiqués. Bref, les systèmes législatifs des ex-Empires centraux et des pays anglo-saxons sont aux antipodes les uns des autres en ce qui concerne les questions de forme.

Il est curieux de noter ici qu'un Professeur de l'Université de Vienne, ancien ministre de la justice, le Dr. Franz Klein, paraît avoir des préférences pour le sys-

(1) Acte anglais. S. 1882, sect. 3, sous-section 4 (a) et section 12.

tème anglo-américain. Il n'y aura, dit-il à peu près, pour nier cette supériorité, que les gens qui considèrent un droit opérant, pour ainsi dire, à la façon d'une machine, comme le dernier mot de la protection du crédit (2).

La France, et les pays qui se rattachaient à elle, occupaient une position intermédiaire, mais il semble bien — pour ce qui est spécialement de la France — que les exigences de forme avaient tendance à s'y atténuer. En matière de lettre de change, par exemple, la loi du 8 février 1922 avait supprimé l'indication de la valeur fournie, simplifiée les règles de l'endossement translatif de propriété. Cette évolution qui se dessinait assez nettement, devait être brisée à la suite de l'adhésion de la France aux conventions d'unification de Genève de 1930-1931.

B. — CIRCULATION.

En ce qui concerne l'endossement, l'on retrouve les mêmes divergences. Certaines législations y voient une émission nouvelle et sont très strictes sur ses formes, proscrivant, par exemple, l'endossement en blanc, ou même l'endossement au porteur. D'autres sont très libérales, permettant non seulement l'endossement en blanc, mais même l'endossement partiel, conditionnel, sans garantie. D'autres enfin connaissent, à côté des endosse-

(2) Société des Nations. C. 487, M. 203, 1923, 11, page 122.

ments translatifs de propriété, des endossements à titre de procuration ou à titre de garantie.

Il n'y a pas davantage d'uniformité quant à l'acceptation. Certains pays en font un acte quasi solennel, c'est-à-dire imposent des formules techniques ; ils sont rares. La plupart se contentent d'une signature mise au recto du titre ; d'autres vont jusqu'à admettre, du moins dans une certaine mesure, des acceptations verbales ou faites par télégramme ou par lettre. Des législations connaissent l'acceptation partielle, l'acceptation conditionnelle, l'acceptation par intervention. Les délais pour l'acceptation sont loin d'être les mêmes partout. Le refus d'acceptation ne produit pas dans tous les pays des effets identiques : tantôt, le porteur ne peut que demander des sûretés ; tantôt, il peut demander au tireur un paiement immédiat, sauf la plupart du temps à déduire un escompte.

C. — LE PAIEMENT.

Ici encore, il n'y a pas coïncidence entre les diverses législations. Les jours de grâce existent encore dans certains pays. Les jours fériés ne sont naturellement pas les mêmes partout, mais, en outre, ils produisent des effets divers ; quelquefois, le débiteur doit payer la veille ; la plupart du temps, le lendemain. Le créancier doit souvent accepter le paiement partiel qui lui est offert ; par-

fois, il n'y est pas tenu. Des difficultés naissent de la disparité des monnaies, des variations des changes, des moratoires, toutes choses connues de temps immémorial, mais aggravées à la suite de la grande guerre. La constatation du refus de paiement se fait de façon fort diverse selon les pays.

Mais c'est surtout en matière de provision, spécialement dans le cas où les personnes impliquées dans la lettre de change, le billet à ordre et le chèque tombent en faillite, que les divergences entre les législations se révèlent fondamentales et presque sans issue. Il y a des législations, telles celles de l'Allemagne et des pays scandinaves, qui ne se préoccupent pas de la question de provision ; il y en a d'autres — telle celle de la France — pour lesquelles c'est la question essentielle, celle dont dépend tout le reste. Cette divergence a souvent été relevée déjà, notamment pour M. Jacques Bouteron. « Cédant à leurs inclinations pour les conceptions abstraites dont le droit romain leur offrait le modèle, les pays germaniques ont calqué l'institution du droit de change sur la stipulation romaine qui, dans son état le plus ancien, tirait son efficacité non de la fourniture d'une prestation préalable, mais du seul prononcé des paroles sacramentelles ; les Allemands ont été amenés à construire l'instrument de change sur une armature purement littérale, conçue par eux comme un titre abstrait, étranger à la convention (vente, emprunt, etc.) à l'occasion de laquelle

il a été mis en circulation ; il emprunte sa force à la seule vertu du texte prescrit par la loi. Dans la législation française, au contraire, la lettre de change ne repose pas sur une conception abstraite. La convention génératrice de la mise en circulation du titre dont elle constitue la base demeure indissolublement liée à l'instrument de change ; elle atteste la préexistence des liens qui unissent les signataires entre eux » (3).

Dans les pays même qui font une place à la provision dans le droit du change, l'on est en désaccord à peu près sur tout ce qui la concerne, spécialement en matière de chèque. En quoi consiste la provision ? La réponse n'est pas partout également libérale. A quel moment doit-elle exister ? La France estime qu'elle doit être préalable à l'émission même. La plupart des pays estiment qu'il suffit qu'elle existe à la présentation ; mais surtout à qui appartient la provision entre le moment de l'émission du titre et celui de l'encaissement ? Est-ce au porteur ? Est-ce encore au tireur ? Des conséquences d'une importance capitale dépendent de la solution qu'on adopte. M. Jacques Bouteron en a signalé quelques-unes : « On s'aperçoit aisément des conséquences qui découlent des deux systèmes, allemand et français. Dans le premier système, auquel se rattache le droit anglo-américain, le législateur élimine du statut du change toute disposition susceptible de conférer au porteur un droit puisé dans la

(3) Le chèque théorique et pratique. Préface pp. 18 et 19, Paris 1924.

convention passée entre le tireur et le tiré, et en exécution de laquelle un instrument de change a été créé. Par suite, en cas de non paiement, le porteur ne peut exercer de recours que contre les endosseurs et le tireur, à l'exclusion de toute action contre le tiré. De même, ne disposant d'aucun droit privilégié sur la somme investie dans le titre, le porteur, en cas de faillite du tireur vient en concours avec les créanciers de celui-ci et ne peut prétendre qu'à un dividende. Dans le deuxième système, ce sont les solutions opposées qui doivent être admises. En vertu de la transmission au porteur des droits sur la provision, c'est-à-dire sur la créance née du contrat qui a déterminé la création de l'effet, le porteur est muni d'une action directe contre le tiré et il exerce un droit privatif sur la somme investie dans le titre en cas de faillite du tireur » (4).

La question si importante de la révocation est aussi conditionnée par le parti que l'on prend sur la propriété de la provision. Si on décide qu'elle appartient au tireur jusqu'à l'encaissement de l'effet, son droit de révocation se trouve du même coup justifié. Si, au contraire, on admet qu'elle passe au porteur dès l'émission, le droit de révocation du tireur doit disparaître, sauf dans des hypothèses tout à fait spéciales, perte, vol, par exemple.

A tout instant, il arrive que des lettres de change, des billets à ordre et surtout des chèques soient falsifiés ou

(4) Loc. cit., pp. 19 et 20.

volés et payés à des porteurs illégitimes. Dans tous ces cas, pour qui sera la perte ? Pour le tireur ou le soi-disant tireur ? Pour le porteur ? Pour le tiré payeur ? Les solutions varient avec les législations. L'Angleterre et l'Amérique chargent volontiers le banquier payeur de tous ces risques. La France s'efforce de découvrir qui est en faute : tâche malaisée et système susceptible de pousser aux procès, car on est dans le domaine du subjectif, et il n'y a si mauvaise cause qui, d'aventure, ne puisse triompher.

En un mot, il n'est pas une étape dans la vie des lettres de change, des billets à ordre et des chèques au cours de laquelle les diverses législations coïncident. Ce fait a été souligné par M. le Professeur Ripert dans l'un de ses cours à la Faculté de Droit (1934-35) dans les termes suivants : « Les lettres de change régies par le droit national vont circuler de pays en pays et on comprend les difficultés considérables qui se présentent pour le banquier escompteur qui a des lettres payables dans tous les pays du monde et qui doit savoir quel est le régime applicable à ces lettres (ou à ces chèques) (5).

A première vue, c'est assez étrange. Les besoins du commerce ne sont-ils pas partout sensiblement les mêmes ? Et ces aspirations ne tournent-elles pas toutes autour de deux desiderata : simplicité et sécurité ?

(5) Les cours de droit, p. 275, 1934, 35.

Minimum de formes, c'est l'un des vœux les plus vifs du commerce et ce serait l'idéal si la bonne foi régnait sur les foires et marchés. Mais en est-il toujours ainsi ? Et le formalisme n'a-t-il pas parfois l'avantage de venir en aide aux moins habiles ou aux plus scrupuleux ? Sans doute, c'est un produit des civilisations primitives ; mais il y a aussi sa place dans les civilisations avancées de façon à éviter que l'habileté n'ait une trop forte prime.

Sécurité, c'est l'autre vœu du commerce et même le plus essentiel. Mais les moyens d'y arriver sont divers. Pourquoi la France est-elle si attachée à l'idée que la provision appartient aux porteurs dès l'émission de l'effet ? Ce n'est pas pour des motifs de théorie ; c'est qu'elle y voit un élément de sécurité pour les règlements par lettres de change, billets à ordre et chèques.

Dans la réglementation de ces effets, chaque pays tient compte de la mentalité de sa population, de ses habitudes, même de ses préjugés s'ils sont fortement enracinés. D'où des divergences parfois considérables. Mais il semble bien que ces divergences aient été artificiellement aggravées du fait que les usages en matière de lettres de change, de billets à ordre et de chèques ont été au cours du XIX^e et du XX^e siècles convertis en lois. Cette opinion a été fort ingénieusement présentée par le Professeur Josephus Jitta, de La Haye :

« Les législateurs, écrit-il, ont cru rendre au commerce de leur pays, un service signalé en fixant les règles coutumières sur le parchemin officiel. Ils ont consulté les meilleurs jurisconsultes de leur pays. Ces derniers ont précisé et développé les règles coutumières au moyen des données juridiques dont ils étaient nourris. De là, des systèmes assez nombreux.... Les législateurs se sont aussi efforcés de rendre service au commerce national en donnant au porteur des garanties supplémentaires. Le désir de permettre à la lettre de change, dans la mesure du possible, de circuler comme si elle était de l'or en barre, peut conduire à la prédominance de la forme visible sur le fond réel, à une procédure rapide et simple. Parfois aussi, les États, voulant faire eux-mêmes acte de bon commerçant, se sont attribué, sous la forme de l'impôt du timbre, une quasi commission. Ils sont même souvent partis de l'idée, qui est loin d'être toujours exacte, qu'une lettre de change, tirée pour une somme considérable, est le signe d'une grande richesse et, par suite, ils ont fait de l'impôt du timbre un impôt proportionnel au montant de la lettre. Enfin, ils ont voulu assurer la perception de l'impôt par des amendes draconiennes ou même par la nullité de la lettre. C'est de cette manière que les législateurs ont brodé des règles divergentes sur la trame du droit universel primitif (6).

(6) Société des Nations. C. 487, M. 203, 1923, 11, pp. 13 et 14.

Quoiqu'il en soit, c'est un fait que les législations en matière de droit du change différaient du tout au tout — cela ne pouvait évidemment pas faire l'affaire du commerce international : d'où des tentatives répétées pour tâcher d'aboutir à une certaine unification ; tentatives qui furent couronnées de succès dans les Etats qui avaient entre eux des liens particuliers : Allemagne, Etats Scandinaves (Danemark, Suède et Norvège), Suisse, Empire Britannique, Etats-Unis de l'Amérique du Nord, mais qui n'ont donné que des résultats relativement médiocres entre Etats pleinement indépendants les uns des autres.

Longtemps — jusqu'aux conférences de La Haye de 1910, 1912 — l'on se berça de l'illusion que l'on pourrait aboutir à une loi générale uniforme. C'eût été l'idéal, sans doute, mais comment le réaliser ? Plusieurs voies s'ouvraient ; l'une consistait à « aligner » les lois des divers Etats sur le système anglais. Cette solution, tout compte fait, eût peut-être été la meilleure. C'est en Angleterre et en Amérique que la lettre de change et surtout le chèque ont donné leur plein rendement et fonctionnent à la satisfaction quasi-générale. Cependant, elle ne prévalut pas. Certes, la législation anglaise était bonne : son indéniable succès et son rayonnement en étaient la preuve ; mais, de l'aveu même des Anglais, elle n'était pas parfaite. Sir Georges Buchanan le reconnaissait à la Conférence de La Haye de 1910 : « Il se peut que, parmi

les prescriptions du droit anglais, il s'en trouve de surannées et d'incommodes.....». D'autre part, cette législation n'avait fait qu'enregistrer les us et coutumes du commerce anglais. « Ce n'est pas un droit arbitraire, disait encore Sir Georges Buchanan, imposé au commerce par les législateurs. Ces derniers n'ont eu qu'à donner sanction légale aux usages de notre commerce intérieur et extérieur ».

Du point de vue anglais, c'était évidemment un mérite inappréciable, mais les autres Etats ne pouvaient-ils légitimement redouter qu'elle fût moins bien adaptée à la mentalité et aux aspirations de leurs peuples ? Pourquoi ces Etats feraient-ils toutes les concessions ? Il était difficile qu'ils fissent abstraction de tout nationalisme.

Une seconde voie s'offrait, respectueuse de leur amour-propre ; elle consistait à élaborer, grâce à des sacrifices réciproques, un projet de loi uniforme s'inspirant avant tout des besoins de la pratique. Les conférences étaient qualifiées pour ce faire, étant composées d'hommes d'Etat, de juristes et d'hommes d'affaires. L'on se heurta à l'intransigeance de l'Angleterre et de l'Amérique dont les gouvernements se refusèrent à toute concession ; leurs ressortissants ne désirant qu'une chose : le maintien du statu-quo. « Nous avons suivi, disait Sir Georges Buchanan à la Conférence de 1910, avec un intérêt tout particulier la marche des travaux. Nous ne manquerons pas de soumettre à notre gouverne-

ment un rapport détaillé sur tout ce qui s'est passé à la Conférence et d'indiquer en même temps les points où, à notre avis, la loi anglaise est susceptible d'amélioration. Cependant, il est de notre devoir d'affirmer de nouveau qu'il est impossible pour notre gouvernement d'aller plus loin (7). Un autre délégué de l'Angleterre, le meilleur spécialiste en la matière, Sir Mackenzie Dalzell Chalmers est plus explicite encore « dans tous les pays où la langue anglaise se parle, un système uniforme, basé sur la common law, a été adopté. Une dislocation de ce système serait hautement regrettable » (8).

On pouvait concevoir une dernière voie dans laquelle on songea un instant à s'engager : c'était de distinguer des lettres de change et surtout des chèques de deux sortes : effets à circulation interne et effets à circulation internationale. Les premiers seraient abandonnés à la diversité des législations ; les seconds obéiraient à des règles uniformes.

Les Anglais montrèrent vite, et non sans raideur, qu'une telle conception était inconsistante. « A quoi bon poursuivre un but illusoire », disait Sir Félix Schuster. En Angleterre, l'idée d'un chèque soi-disant international est une réalisation impossible ».

(7) Séance du 21 Juillet 1910, actes 1910, p. 68, documents 1912, pp. 180 et suivantes.

(8) *A digest of the Law of Bills of Exchange*, eighth Edition, London 1919. Préface.

« D'après la législation britannique, il ne serait pas possible d'identifier un tel chèque ou d'établir une distinction entre un chèque tiré en Angleterre et un chèque à l'étranger. En Angleterre il nous faut avoir une seule et unique loi régissant les chèques, et il ne peut être tenu compte du lieu de l'émission. Il nous paraît donc impossible d'établir un règlement qui s'appliquerait à un chèque dit international » (9).

L'on se trouvait donc dans une impasse ; mais les débats même des Conférences, spécialement de celles de La Haye de 1910 et 1912, indiquaient comment l'on en pourrait sortir. L'Angleterre et l'Amérique étaient décidées à ne rien modifier à leur législation, pour le moment du moins ; mais la plupart des autres Etats paraissaient, au contraire, désireux d'arriver à une certaine unification.

Dès lors, pourquoi ne pas limiter ses ambitions et se borner à essayer d'établir une entente entre les Etats non inféodés au système anglo-américain ? L'Angleterre et l'Amérique poussaient beaucoup à cette solution : « La conséquence en sera la disparition de la multiplicité actuelle des législations, et la législation relative aux lettres de change, billets à ordre et chèques se réduira à deux grands systèmes : d'une part, le système anglo-

(9) Congrès de Bruxelles, brochure n° 43, p. 9. Séance du 24 Juin 1925.

américain qui sera appliqué dans toute la Grande-Bretagne, ses colonies et ses dépendances, ainsi qu'aux États-Unis, et, d'autre part, le système du règlement uniforme, qui s'appliquera au reste du monde commercial » (10).

L'on s'engagea dans cette voie et, après bien des péripéties et des efforts, l'on aboutit aux Conventions de Genève de 1930 et de 1931. C'était un demi-succès, d'abord parce que les pays anglo-saxons restaient en dehors et ensuite parce que, même entre les États adhérents, beaucoup de questions essentielles étaient évitées : propriété de la provision, responsabilité du tiré payeur, etc., et enfin, parce que là même où l'on était tombé d'accord en apparence, des réserves étaient souvent admises ; de sorte que l'on peut dire qu'une uniformité vraiment substantielle n'a pas été réalisée.

Il subsiste donc encore de graves difficultés quant aux effets qui circulent de pays à pays — d'où l'importance du problème des conflits de lois. — Si l'on avait pu aboutir à une législation uniforme et parfaitement claire, ce problème eût disparu ; mais du moment qu'on ne le pouvait pas, il devenait très pressant. Mais allait-on pouvoir réaliser l'uniformité en cette matière ? N'allait-on pas se heurter à des difficultés analogues à celles que l'on a vues ci-dessus ? C'était à prévoir et cela arriva

(10) Mémoire sur la législation internationale uniforme des lettres de change, etc., par F. Huth. Jackson et M. D. Chalmers. C. 487, M. 203, 1923, 11 et 99.

en effet. De même que les pays anglo-américains avaient refusé de modifier leur législation des effets de commerce, de même ils se refusèrent à modifier en quoi que ce fût leur système de solutions des conflits de lois. Ils demeurèrent en dehors de toutes les conventions signées à Genève en 1930 et 1931, qu'elles visassent l'unification du droit du change ou les conflits de lois. Ils n'adhérèrent qu'à une convention ; celles qui décidait que l'absence ou l'insuffisance de timbre ne pouvaient, dans aucun cas, annuler les lettres de change et chèques. Si bien que dans cette matière, nous trouvons actuellement en présence non seulement deux grands systèmes législatifs, mais encore deux grands systèmes de solution des conflits de lois, ce qui n'est pas commode pour le commerce international.

Fort heureusement les «usagers» des effets de commerce sont, pour la plupart des gens avisés et qui préfèrent des arrangements à des procès. Notre but est d'exposer, de comparer et d'apprécier les deux systèmes de conflits de lois qui, en matière de lettres de change, billets à ordre et chèques, se partagent le monde : c'est, à savoir le système élaboré dans les conférences de Genève de 1930-31, et le système anglo-américain. Notons qu'aux conférences de Genève, les délégués anglais représentaient seulement « La Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord ainsi que toutes les parties de l'Empire Britannique non membres séparés de la Société des

Nations ». L'Ecosse était par conséquent représentée mais non l'Etat libre d'Irlande, ni les Dominions. Lors de son élaboration, le Bills of Exchange Act de 1882 devait s'appliquer seulement à l'Angleterre et à l'Irlande, mais en cours de discussion il fut étendu à l'Ecosse. Quant à l'Irlande, depuis qu'elle est devenue un Etat libre elle a eu la possibilité de rompre avec l'acte de 1882. En fait, elle s'en est abstenue sauf sur des points très spéciaux, si bien que pratiquement, les règles anglaises de conflits s'appliquent aussi à l'Etat libre d'Irlande (11).

(11) Sir M. D. Chalmers. *A Digest of the Law of Bills of Exchange Act*, p. 1, 9^e édition.

CHAPITRE PREMIER

LE SYSTÈME DIT CONTINENTAL DES CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE, BILLETS A ORDRE ET CHÈQUES EN FACE DES CONVENTIONS DE GENÈVE

Ce chapitre sera subdivisé en cinq paragraphes :

§ 1. — GÉNÉRALITÉS

Diverses observations préliminaires s'imposent ici pour éclairer le sujet. Dans les multiples conférences qui ont été tenues, l'on n'a pas proposé d'instituer un système de solution de conflits à l'usage spécial et exclusif de ces titres. L'on s'est borné à leur appliquer, en les adaptant quelque peu, les règles de droit commun. L'on n'a

pas eu sur ce terrain des ambitions aussi élevées que sur celui du droit de change, où l'on se souvient qu'il fut un temps question de créer de toutes pièces un chèque international.

L'idée eût pourtant mérité d'être examinée. Il nous semble, par exemple, qu'une application extrêmement large de la *lex loci solutionis* aurait été logique en l'espèce et aurait évité bien des complications. Quoiqu'il en soit, l'on a préféré les sentiers battus.

Dans les diverses conférences organisées en vue d'unifier le droit du change, la question des conflits de lois n'a jamais occupé qu'un rang subsidiaire. C'était dans la logique des choses ; il était en effet, préférable d'essayer d'empêcher les conflits de naître que d'en chercher une solution adéquate. Toutefois, à mesure qu'il est devenu évident qu'une uniformité intégrale et substantielle était irréalisable, le problème des conflits de lois a pris une importance plus grande. Cependant, sauf pour les Anglais, il est resté secondaire, le but rêvé étant toujours d'aboutir à l'unification dans un avenir plus ou moins rapproché.

Troisième observation : Les Conventions de Genève de 1930 et 1931 destinées, la première, à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre, la seconde, à régler certains conflits de lois en matière de chèques, se ressemblent comme des sœurs. Il suffit de les placer côte à côte pour s'en rendre compte

Convention de 1930

Article Premier. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent les unes vis-à-vis des autres, à appliquer pour la solution des conflits de lois ci-dessous énumérés, en matière de lettres de change et de billets à ordre, les règles indiquées dans les articles suivants :

Article 2. — La capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change et billet à ordre, est déterminée par la loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, cette dernière loi est appliquée. La personne qui serait incapable d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent est, néanmoins, valablement tenue si la signature a été donnée sur le territoire d'un pays d'après la législation duquel la personne aurait été capable.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de lettres de change et de billets à ordre par

Convention de 1931

» »

» »

» »

» »

» »

en matière de chèques

» »

» »

» »

» »

par chèque

» »

» »

» »

» »

» »

» »

» »

» »

» »

» »

» »

» »

» »

» »

en matière de chèques

» »

l'un de ses ressortissants et qui ne serait tenu pour valable dans le territoire des autres Hautes Parties contractantes que par application de l'alinéa précédent du présent article.

»
»
»
»
»
»

Cet article est spécial au chèque : l'idéal est que le chèque ne puisse être tiré que sur les banquiers ; sa fonction économique, qui est de se passer de monnaies, s'en trouve facilitée.

Article 3. — La loi du pays où le chèque est payable détermine les personnes sur lesquelles un chèque peut être tiré. Si, d'après cette loi, le titre est nul comme chèque en raison de la personne sur laquelle il a été tiré, les obligations résultant des signatures y apposées dans d'autres pays dont les lois ne contiennent pas ladite disposition sont néanmoins valables.

Article 3. — La forme des engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre est réglée par la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été pris. Cependant, si les en-

Article 4
en matière de chèque

»
»
»
»

gagements souscrits sur une lettre de change ou un billet à ordre ne sont pas valables d'après les dispositions de l'alinéa précédent, mais qu'ils soient conformes à la législation de l'Etat où un engagement ultérieur a été souscrit, la circonstance que les premiers engagements sont irréguliers en la forme, n'infirmes pas la validité de l'engagement ultérieur.

Chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que les engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre à l'étranger par un de ses ressortissants seront valables à l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire, pourvu qu'ils aient été pris dans la forme prévue par la loi nationale.

Toutefois, l'observation des formes prescrites par la loi du lieu de paiement suffit.

»	»
»	»
»	»
»	»
»	»
»	»
»	»

»	»
»	»
»	»

en matière de chèque

»	»
»	»
»	»
»	»
»	»
»	»

L'on notera que le texte relatif au chèque est plus libéral encore que celui qui est relatif à la lettre de change. C'est que toutes sortes de personnes usent du chèque alors que la lettre de change est surtout employée dans le commerce ; d'où des exigences un peu plus grandes pour la lettre de change que pour le chèque.

Article 4. — Les effets des obligations de l'accepteur d'une lettre de change et du souscripteur d'un billet à ordre sont déterminés par la loi du lieu où ces titres sont payables.

Les effets que produisent les signatures des autres obligés par lettre de change ou billet à ordre sont déterminés par la loi du pays sur le territoire duquel les signatures ont été données.

Article 5

La loi du pays sur le territoire duquel les obligations résultant du chèque ont été souscrites règle les effets de ces obligations.

En matière de lettre de change, l'on applique distributivement deux sortes de lois : la *lex loci solutionis* et la *lex loci contractus*.

En matière de chèque, l'on applique uniquement la *lex loci contractus*. Nous n'en apercevons pas la raison, et nous estimons même que la préférence eût dû être donnée à la *lex loci solutionis*. Il est, en effet, à la portée de n'importe quel tireur d'indiquer le lieu d'émission qui lui plaît, alors que le lieu de paiement est forcément vrai.

Un délégué suédois, le Baron Marks van Wurtemberg soutint ce point de vue, mais sans succès. Et cependant, son argumentation est impressionnante : il remarque notamment que le nom de la banque tirée est la première chose que le signataire voit sur le chèque, qu'il s'agisse du tireur ou des endosseurs. Mais, à notre sens,

la raison décisive, c'est que le lieu de paiement n'est pas comme le lieu de l'émission ou des endossements à la discrétion du tireur ou des endosseurs.

Article 5. — Les délais de l'exercice des actions en recours restent déterminés pour tous les signataires, par la loi du lieu de la création du titre.

Article 6. — La loi du lieu de la création du titre détermine si le porteur de la lettre de change acquiert la créance qui a donné lieu à l'émission du titre.

Article 7. — La loi du pays où la lettre de change est payable règle la question de savoir si l'acceptation peut être restreinte à une partie de la somme ou si le porteur est tenu ou non de recevoir un paiement partiel.

La même règle s'applique quant au paiement en matière de billet à ordre.

Article 6

»	»
»	»
»	»
»	»

Article 7. — La loi du pays où le chèque est payable détermine :

1°) si le chèque est nécessairement à vue, ou s'il peut être tiré à un certain délai de vue, et également quels sont les effets d'une post-date ;

2°) le délai de présentation ;

3°) si le chèque peut être accepté, certifié, confirmé ou visé, et quels sont les effets de ces mentions ;

4°) si le porteur peut exiger et s'il est tenu de recevoir un paiement partiel ;

5°) si le chèque peut être barré ou être revêtu de la clause « à porter en compte » ou d'une expression équivalente et quels sont les effets de ce barrement ou de cette clause ou de cette expression équivalente ;

6°) si le porteur a des droits spéciaux sur la provision et quelle est la nature de ceux-ci ;

7°) si le tireur peut révoquer le chèque ou faire opposition au paiement de celui-ci ;

8°) les mesures à prendre en cas de perte ou de vol du chèque ;

9°) si un protêt ou une constatation équivalente est nécessaire pour conserver le droit de recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés.

L'article 7 relatif aux conflits de lois en matière de chèques, nous paraît très supérieur aux articles analo-

gues sur la lettre de change, parce qu'il présente l'avantage de régler par une loi unique, la *lex loci solutionis*, toute une série de questions d'un grand intérêt pratique.

L'on remarquera que dans la convention de 1930 sur la lettre de change, les droits du porteur sur la provision sont réglés par la loi du lieu de création du titre, alors que dans la convention de 1931 sur le chèque, ils sont fonction de la loi du lieu de paiement (alinéa 6). Cette dernière solution paraît préférable.

Article 8. — La forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation du droit en matière de lettre de change ou de billet à ordre sont réglés par les lois du pays sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question.

Article 9. — La loi du pays où la lettre de change ou le billet à ordre sont payables détermine les mesures à prendre en cas de perte ou de vol de la lettre de change ou du billet à ordre.

»	»
»	»
»	»
»	»
»	»
en matière de chèque	
»	»
»	»
»	»
»	»
»	»
»	»
»	»

Cette question est incluse dans l'article 7 alinéa 8 de la Convention de 1931 et tranchée dans un sens identique.

Article 10. — Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de ne pas appliquer les principes du droit international privé consacrés par la présente convention en tant qu'il s'agit :

1°) d'un engagement pris hors du territoire d'une des Hautes Parties contractantes ;

2°) d'une loi qui serait applicable d'après ces principes et qui ne serait pas celle d'une des Hautes Parties contractantes.

Article 9. —

»	»
»	»
»	»
»	»
»	»
»	»
»	»
»	»
»	»
»	»

De cette comparaison, il appert, comme nous l'énonçons ci-dessus, que les conventions de 1930 et 1931 adoptent la plupart du temps les mêmes règles ; cependant, l'on a pu relever quelques différences importantes. Dans l'ensemble, la convention relative au chèque paraît supérieure à celle qui est relative à la lettre de change, soit quant à la forme, soit quant au fond, spécialement à raison de l'article 7.

§ 2. — IMPORTANCE CROISSANTE DE LA QUESTION DES CONFLITS DE LOIS

Un autre rapprochement va montrer la justesse de l'observation que nous émettions au début de ce chapi-

tre : à savoir que la question des conflits de lois a tenu une place de plus en plus considérable dans les conférences qui se sont succédées en vue de l'unification du droit du change, et cela du fait même que cette unification se révélait de plus en plus difficile. En regard des textes élaborés à Genève en 1930, 31, et que nous avons cités ci-dessus, mettons les textes élaborés à La Haye en 1910, 12, et que voici :

**Règlement uniforme sur la lettre de change
et le billet à ordre (1912)**

CHAPITRE XIII

Des conflits de lois

Article 74. — La capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre Etat, cette dernière loi est appliquée. La personne qui serait incapable d'après la loi indiquée à l'article précédent, est néanmoins valablement tenue si elle s'est obligée sur le territoire d'un Etat d'après la législation duquel elle aurait été capable.

Article 75. — La forme d'un engagement pris en ma-

tière de lettre de change est réglée par les lois de l'Etat sur le territoire duquel cet engagement a été souscrit.

Article 76. — La forme et les délais du prêt ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de lettres de change sont réglés par les lois de l'Etat sur le territoire duquel doit être dressé le prêt et passé l'acte en question.

C'est tout.....et c'est bien peu.

L'article 74, seul, présente quelque originalité ; les autres ne sont guère que des lieux communs. Comment expliquer de si minces résultats, alors que des juristes émineuts participaient à l'élaboration de ces textes ? Le rapporteur, qui était Louis Renault, alors Professeur à la Faculté de droit de Paris, va nous le dire : « Les conflits de lois en matière de lettre de change vont naturellement diminuer beaucoup d'importance entre les Etats qui entreront dans l'union projetée ; ce n'est pas à dire pourtant qu'ils disparaîtront tout à fait. Ils peuvent se présenter, soit pour des questions non réglées par la loi uniforme, soit pour des points dont elle s'est occupée, mais qu'elle n'a pas réglés d'une manière absolue (1).

L'on croyait alors que l'entente serait facile entre les Etats. « Le commerce, écrivait encore Louis Renault, a partout à peu près les mêmes besoins, de sorte que des

(1) Actes, p. 125.

coutumes analogues s'établissent sur les points essentiels. Comme on l'a dit avec raison « simple instrument de transactions civiles ou commerciales, libre de tous liens qui la mettent dans la dépendance d'idées morales, religieuses et sociales, la lettre de change semble ne soulever que des questions techniques et présenter un caractère d'abstraction bien propre à faciliter l'entente ». Les dispositions législatives diffèrent plus que les pratiques. Le texte projeté pourra paraître s'éloigner beaucoup du texte d'une loi ancienne sur la matière ; il s'écartera moins qu'on ne le suppose des règles introduites par la pratique et par la jurisprudence » (2).

Tout l'effort des Conférences de La Haye de 1910-12 se concentre sur la question de l'unification du droit de change. Le problème des conflits de lois n'est que bien sommairement abordé ; on ne songe pas à lui consacrer une convention spéciale, comme on le fera à Genève en 1930-31 ; il est incorporé dans le règlement uniforme, et n'est pas l'objet d'un rapport particulier. « Il a paru, écrit Louis Renault, au rapporteur de la Commission de droit international privé, qui s'est trouvé être également chargé de présenter à la conférence le rapport du Comité de rédaction, que les questions traitées dans les textes élaborés par les deux commissions étaient intimement liées entre elles et pourraient être difficilement divisées.

(2) Actes, p. 123.

en sorte qu'il a résolu de ne rédiger qu'un seul rapport » (3).

Dans ce rapport, les questions de droit international privé occupent bien peu de place. A propos de l'article 75, voici ce qu'écrit Louis Renault, « La règle que nous proposons est la règle traditionnelle. Cependant, une explication n'est pas inutile, en présence de certaines interprétations de la maxime *locus regis actum*.

Supposons des rapports de lettre de change entre l'Allemagne et la France ; la première exige que la lettre de change contienne expressément la dénomination de lettre de change ; la seconde, se contentant de la clause à ordre. Une lettre est tirée de Paris sur Berlin : elle ne contient que la clause à ordre. Un pareil titre devra être considéré à Berlin comme constituant une lettre de change. A l'inverse, une lettre est créée de Berlin sur Paris : elle contient la clause à ordre, mais non la dénomination de lettre de change. Elle ne sera pas valable en France ; on exclut la possibilité d'admettre une pareille lettre comme régulière en France, sous le prétexte qu'elle est conforme à la législation du pays où la question est soulevée (caractère facultatif de la maxime *locus regis actum*) ; autrement la législation allemande ne serait pas suffisamment sanctionnée. Elle attache une grande importance à la dénomination de lettre de change qui lui

(3) Actes, p. 121.

paraît de nature à attirer l'attention des intéressés sur la rigueur de l'engagement contracté par le fait de la signature d'un pareil titre. Il y a là, pour elle, une mesure de protection qui doit être reconnue partout (4).

Cette analyse de la maxime *locus regit actum* est assurément exacte quand un Allemand émet une lettre de change à Berlin ; la mention « lettre de change » est bien alors une mesure de protection, mais n'est-elle pas susceptible de mener loin ? Ne devrait-on pas en conclure qu'étant une mesure de protection, elle devrait suivre l'allemand à l'étranger ? Et ne pourrait-on pas soutenir qu'elle ne s'appliquerait pas à un étranger émettant une lettre de change à Berlin.

Dire que la maxime *locus regit actum* est une mesure de protection équivaut, croyons-nous, à en faire une annexe de la loi nationale. Ce n'est pas le sens dans lequel on l'entend d'habitude. On y voit plutôt une dérogation nécessitée par les besoins de la pratique à la règle normale qui voudrait que les formes — procédés de protection — soient sous la dépendance de la loi personnelle des parties.

Pour tout dire, il nous semble que le commentaire donné par Louis Renault ne cadre pas parfaitement avec la règle trouvée.

Le rapporteur est plus bref encore sur l'article 76.

(4) Actes, p. 127.

Voici ce qu'il en dit : « La portée de cette disposition est assez grande. C'est la loi de l'Etat où le protêt doit être dressé qui détermine l'officier public compétent, la manière dont il doit rédiger son acte, le lieu où il faut le dresser (bureaux ou domicile privé), comme les heures de la journée où il a la faculté d'agir.

Ce qui est dit du protêt s'applique aux actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en cette matière ». Peut-être pourrait-on dire que tout cela allait de soi ; mais il est vrai que cela va encore mieux en le disant.

Le commentaire de l'article 74 est plus fouillé ; l'occasion s'offrira d'en parler un peu plus loin. Des rapprochements que nous venons de faire entre les textes de La Haye et ceux de Genève, il semble ressortir clairement que les Conférences assemblées en vue de l'unification du droit du change se sont de plus en plus préoccupées de la question des conflits de lois, se rendant compte qu'on n'aboutirait pas à une uniformité vraiment substantielle.

Mais longtemps après que les illusions sur les possibilités d'unification étaient tombées, il s'est trouvé des juristes pour recommander que les Conférences à venir s'en tiennent, quant aux conflits de lois, à la brièveté et, si l'on ose dire, à la superficialité de La Haye. Telle est, par exemple, l'opinion du Professeur Jitta : « Il est bon, écrit-il, d'éviter un système législatif qui se pique-

rait de trancher toutes les questions imaginables et de laisser une grande place à la jurisprudence qui aura véritablement une valeur universelle lorsqu'elle s'appliquera à des groupes dont les lois seront uniformes dans leurs grandes lignes. C'est ce que les juristes de haute valeur qui ont rédigé les dispositions de droit international privé, adoptées à La Haye, ont compris ».

« Comme eux, je limite mon travail à trois manières : la capacité, la forme des engagements et la forme des actes nécessaires à l'exercice et à la conservation des droits en matière de lettres de change. Pour le reste, je me permets de renvoyer aux ouvrages spéciaux, propres à servir de guides à la jurisprudence » (5).

Ceci a été écrit en 1923 ; il est permis de douter que cette méthode fût la bonne et il paraît préférable, si l'on veut arriver à quelque uniformisation, que les législateurs donnent à leurs tribunaux des directives identiques et assez précises. Et même alors, il est douteux que les contrariétés de jurisprudence disparaissent. C'est à ce point qu'on a pu penser que pour obtenir quelque uniformité, il faudrait en venir à la création de Comités d'arbitrage ou de tribunaux internationaux.

Quoiqu'il en soit, la recommandation du Professeur Jitta n'a pas été suivie : les Conférences de Genève ont étudié avec beaucoup de soin le problème des conflits de

(5) *C.* 487, *M.* 203, 1923, 11, p. 54.

lois, mais elles ne l'ont pas fait d'une façon vraiment systématique. Est-ce à dire que la matière ne s'y prêtait pas ?

§ 3. — L'ŒUVRE DE GENÈVE

Le contraire pourrait, semble-t-il, se soutenir sans trop de témérité. A mon sens, deux possibilités surtout s'offraient ; la première consistait à donner une place tout à fait prépondérante, quasi-exclusive, à la maxime : *locus regit actum*, c'est-à-dire à admettre que cette maxime détermine non pas seulement les conditions de formes extrinsèques, mais même les conditions de formes intrinsèques, pour parler le langage de Merlin, procureur général à la Cour de Cassation au début du XIX^m siècle. Sans doute, cette solution n'est pas celle de la majorité de la doctrine française, laquelle distingue soigneusement les formes habilitantes, régies par la loi personnelle, les formes intrinsèques, régies par le principe d'autonomie, les formes exécutoires, régies par la loi du lieu d'exécution et enfin les formes extrinsèques auxquelles s'applique, pour ces raisons pratiques, la maxime : *locus regit actum*. Mais toutes ces distinctions sont souvent délicates à faire en pratique ; spécialement, la ligne de démarcation entre les formes intrinsèques et les formes extrinsèques est assez mal délimitée.

Exemple : la mention « lettre de change ou chèque »

qu'exige le droit allemand, doit-elle être tenue pour une forme extrinsèque ou une forme intrinsèque ? C'est une question difficile de qualifications.

L'on part de l'idée que, normalement, la loi applicable en matière même de formes extrinsèques devrait être la loi personnelle des parties, car les formes ont pour but d'assurer la liberté, la sincérité et la clarté de la volonté. Mais ce serait souvent impossible, en fait, par exemple, pour les actes authentiques et même, dans la plupart des cas, pour les actes sous seings privés ; on est ainsi amené à faire une place à la maxime *locus regit actum*. Ce n'est cependant qu'un pis-aller, c'est parce que l'on ne peut pas faire autrement.

Cette conception ne manque pas de profondeur ; mais, en matière de droit du change, elle est bien discutable. Et il n'y a pas de raison de croire que la loi du lieu de passation de l'acte ne soit pas suffisamment protectrice des personnes impliquées dans l'opération.

Pourquoi, dès lors, restreindre l'application de la maxime : *locus regit actum* aux formes extrinsèques et ne pas l'étendre même aux questions de capacité et d'engagements ?

Dans tous les pays où les lettres de change, les billets à ordre et les chèques ont un vaste rayonnement, l'étiage de protection paraît suffisant pour toute personne de quelque nationalité qu'elle soit. Il paraît rationnel et utile que les individus qui s'engagent par l'entre-

mise de ces titres soient régis par la loi du lieu de passation de l'acte. Il ne faut pas regarder, en effet, seulement du côté de ceux qui s'engagent, mais aussi du côté de ceux vis-à-vis desquels on s'engage. Or, ceux-ci sont fondés à escompter que la loi du lieu de passation de l'acte sera celle qui s'appliquera.

Du point de vue des personnes qui prennent des engagements par lettres de change et chèques, la loi la plus adéquate serait sans doute leur loi nationale, puisque, par définition même, elle a été faite pour eux, nous voulons dire en considération de la mentalité et des habitudes du pays. Du point de vue des personnes qui bénéficient des dits engagements, il y a beaucoup de chances au contraire pour que la loi la plus convenable soit celle du lieu de ces engagements. Dans des titres formels, comme la lettre de change et le chèque, il n'y a, en effet, guère de place possible pour le soit-disant principe d'autonomie de la volonté, dont M. le Professeur Niboyet a fait une critique si pertinente.

Sans doute, il y a quelque risque à faire régir la capacité des personnes impliquées dans les lettres de change et les chèques par la maxime : *locus regit actum*, car on leur offre ainsi un moyen facile d'échapper à certaines prohibitions de leur loi nationale. Il leur suffit de s'engager dans un pays qui ne connaît pas ces prohibitions. Ils pourront même le faire sans se déplacer, par exemple, par un chèque, en rayant Vienne et en mettant



Paris. Mais il faut noter que les prohibitions dont il s'agit ont, la plupart du temps, un caractère un peu artificiel : telles, celles qui défendent aux membres du clergé ou de l'aristocratie de signer des lettres de change ; telles même celles qui retarderaient anormalement l'âge de la majorité ou qui seraient basées sur le sexe.

Le pays de ces personnes pourrait les protéger contre elles-mêmes ; du moins sur son territoire, en faisant appel à la théorie de la fraude à la loi, et en refusant l'exequatur aux jugements rendus à l'étranger. Les règles relatives à la capacité sont, en effet, tenues, en général, pour d'ordre public par les Etats, quant à leurs ressortissants, bien entendu ; il semble cependant que la souveraineté des Etats serait suffisamment respectée par l'appel possible à la maxime : *Fraus omnia corrumpit*.

Tout compte fait, il y aurait, croyons-nous, beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients à remplacer toutes les règles de solutions des conflits de lois, en matière de change, par une règle unique, embrassant à la fois le fond et la forme : la règle *locus regit actum*. C'est, semble-t-il, la base même du système anglo-américain. De ce fait, le bénéfice serait énorme puisqu'il permettrait d'arriver à une certaine uniformisation mondiale des solutions dans cette difficile matière.

Toutefois, pour le cas d'abus trop criants, l'on réserverait le recours à la théorie de la fraude à la loi et de

l'ordre public, recours qui ne devrait jouer qu'à titre tout à fait exceptionnel.

Telle est, semble-t-il, la première possibilité qui s'offrirait pour obtenir une uniformité à peu près parfaite. Il y en avait une seconde et qui a été suggérée par M. André Beaucé (6).

M. Beaucé suggère de remplacer tous les textes de Genève par les suivants :

Article 1^{er}. — La capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change et billet à ordre est déterminée par la loi de l'Etat sur le territoire duquel le paiement doit être effectué.

Article 2. — La forme des engagements pris en matière de lettres de change et de billets à ordre est régulière pourvu qu'elle respecte les lois et usages, soit du lieu de paiement de la lettre ou du billet, soit du lieu de passation de l'acte.

Article 3. — Les droits et actions, obligations et charges des personnes qui figurent sur une lettre de change ou un billet à ordre sont déterminés par la loi du lieu de paiement de ces effets, sauf en ce qui concerne les formes de pure procédure pour lesquelles la compétence de la loi du jug saisi est maintenue.

Ce système se caractérise par l'importance tout à

(6) De l'Unification des législations au point de vue des conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre, Paris 1932.

fait primordiale donnée à la loi du lieu de paiement : *lex loci solutionis*. Il peut se défendre par d'excellents arguments. Et, d'abord, l'essentiel pour tous ces titres, n'est-il pas qu'ils arrivent à bonne fin ? Dès lors, la loi du lieu de paiement se trouve assez indiquée. D'autre part, et c'est là, selon nous, l'argument capital, dans les lettres de change et les chèques il n'y a ni fiction, ni fraude possible quant au lieu de paiement : il est forcément réel. Alors qu'on est à Paris, on peut indiquer Londres ou Amsterdam comme lieu d'émission ou d'endossement ; le lieu de paiement ne se prête pas à de pareilles possibilités.

Malgré tout, nos préférences vont au système qui étend la maxime : *locus regit actum* à toutes les questions qui se posent à propos des lettres de change et des chèques .

Sans doute, il a une infériorité, c'est qu'il met les règles de capacité à la discrétion des émetteurs et des endosseurs ; alors que, dans le système de la loi du lieu de paiement, les règles de capacité dépendent de cette loi, et non plus de la volonté des personnes en cause. Mais, à notre sens, il a deux avantages considérables : il fait régir par la même loi les questions de fond et les questions de forme, supprimant ainsi les difficultés qu'il y a souvent à les distinguer. Ensuite, et surtout, il est, dans l'ensemble, conforme à ce qui est admis en Angleterre et en Amérique. Et c'est une qualité que l'on ne

saurait trop priser, si vraiment l'on désire arriver à des solutions uniformes. Comment y parvenir si l'on adopte des solutions, même excellentes théoriquement, mais qui n'ont aucune chance d'être admises par ces pays si attachés aux précédents ?

Ajoutons encore qu'il paraît tout à fait naturel d'appliquer la loi du lieu de passation de l'acte, alors qu'il faut faire un effort pour admettre que l'on doive appliquer la loi du lieu de paiement. C'est une solution qui n'a pas été, jusqu'ici, expérimentée alors que l'autre l'a été et l'est sur la plus vaste échelle.

Quoiqu'il en soit, d'ailleurs, il est de fait que ni à La Haye, ni à Genève, l'on n'a été tenté par les solutions systématiques. Les Conférences n'ont pas fait œuvre originale : elles n'ont guère eu qu'un seul fil conducteur : assurer par tous moyens la commodité et la sûreté des lettres de change, billets à ordre et chèques. S'agissant de titres dont l'emploi est quasi universel, et de tous les jours, c'est un terrain qui a sa valeur. Mais les esprits épris de logique ne seront pas pleinement satisfaits des règles élaborées à Genève et les praticiens ne manqueront sans doute pas de les trouver un peu compliquées. Quelques exemples démontreront, croyons-nous, la justesse de ces affirmations. Que décide-t-on à La Haye et à Genève sur la question spécialement délicate de la capacité ? Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, le rapporteur de La Haye, Louis Renault, s'étendit davantage

sur cette question que sur les autres. il observe d'abord que la loi uniforme ne règle pas la capacité de s'obliger par lettre de change qui est déterminée par chaque loi nationale suivant ses vues particulières.

D'où des conflits possibles : doivent-ils être laissés sous l'empire du droit commun en matière de capacité ?

Le problème est bien et nettement posé : quelle solution va-t-il recevoir ? Le principe qui tend à prévaloir, écrit le rapporteur, est que la capacité d'une personne est déterminée par sa loi nationale, et que la disposition de celle-ci sur ce point doit être acceptée partout, c'est-à-dire même en dehors du pays de cette personne, sous la seule réserve de l'ordre public. Peut-on s'en contenter en matière de lettre de change ? Louis Renault ne le croit pas. Dans le cas de l'affirmative, celui qui se serait obligé par lettre de change pourrait invoquer la nullité de son engagement pour incapacité, en se fondant sur sa loi nationale, quand même, d'après la loi où l'engagement a été pris, il aurait été considéré comme capable. On comprend qu'avec la rapidité exigée pour les opérations de la lettre de change, une telle règle serait pleine d'inconvénients et ne répondrait pas aux exigences du crédit.

D'où des correctifs : pour être valablement obligé, il suffit que l'individu soit capable, soit à raison de sa loi personnelle, soit à raison de la loi du lieu de passation de l'acte. « Les intérêts du pays où a été pris l'engagement par lettre de change sont ainsi sauvegardés, re-

marque Louis Renault, mais il faut songer aussi aux intérêts de l'Etat dont l'obligé est le ressortissant. D'où, si l'on peut dire, un correctif du précédent : l'Etat de ce ressortissant va-t-il reconnaître la validité de l'engagement pris ? On comprend, poursuit l'éminent rapporteur, combien cela serait grave, puisqu'il suffirait à des incapables de franchir les frontières et d'aller dans un pays où leur incapacité n'existe pas, pour tourner la loi de leur patrie.

L'Etat du ressortissant pourra donc méconnaître la validité de l'engagement ainsi pris ; mais ce sera le seul ; les autres Etats devront tenir cet engagement pour valable.

Il peut arriver enfin que la loi nationale renvoie à une autre loi ; c'est alors la loi ainsi déterminée qu'il y aura lieu d'appliquer.

Ces règles, dégagées à La Haye, en 1910, se retrouvent dans les conventions de Genève de 1930 et 1931 ; aucune modification n'y est apportée. Est-ce à dire qu'elles soient pleinement satisfaisantes ? Dans le rapport déjà cité, le Professeur Jitta les déclare « un peu compliquées ». Il observe que le principe de nationalité domine, mais qu'il est appliqué d'une façon particulière, à cause du système du renvoi, et qu'il est entamé par suite de la disposition qui déclare obligée la personne, incapable d'après la loi nationale, mais capable d'après la loi du lieu où elle s'oblige ; mais qu'en définitive, il

n'est pas entièrement méconnu, puisqu'un Etat n'est pas obligé de soumettre la capacité de ses propres citoyens à une autre loi que la sienne propre.

Ceci exposé, le Professeur Jitta examine l'accueil qui a été fait aux dispositions de La Haye. « Le système adopté à la Haye a donné satisfaction à la majorité des Etats représentés, mais je ne voudrais pas affirmer qu'il puisse devenir la base d'un accord universel. Il ne répond pas au droit anglo-américain. Les Etats qui sont disposés à accepter le droit uniforme, quant au fond, mais qui, quant à la capacité des personnes, suivent le principe du domicile, hésiteront peut-être devant la nécessité d'abandonner ce dernier principe, en matière de lettres de change.

Le Professeur Jitta a fait ici allusion à l'Argentine et aux pays sud-américains. Il craint que le système du renvoi ne réponde qu'imparfaitement à l'objection. Sans doute, il aurait pour effet, si l'on prend l'Argentine pour exemple, de faire appliquer aux citoyens argentins à l'étranger le principe du domicile suivi par une loi nationale, mais la République serait obligée d'appliquer aux émigrants qui ont fixé leur domicile sur son territoire, le principe de la nationalité qui ne lui donne pas satisfaction.

En résumé, en matière de capacité, l'on admet, en principe, le droit commun, c'est-à-dire l'application de la loi nationale, mais avec des réserves qui ont toutes

pour but de faciliter la circulation des effets en les rendant commodes et sûrs. Certes, l'application de la loi nationale est plus naturelle que toute autre, s'agissant de capacité, il a fallu cependant l'entourer ici de tant de si et de mais pour l'adapter aux nécessités de la pratique, que le système a perdu la simplicité qui en eût fait le mérite. On débute par des complications qui rendront les procès longs et d'issue incertaine ; ce qui n'est évidemment pas l'idéal en la matière.

Ces inconvénients des dispositions adoptées à La Haye et à Genève devraient pousser à « reconsidérer » la question et à se demander si l'application généralisée de la maxime *locus regit actum*, ou même de la loi du lieu de paiement ne serait pas plus expédiente.

§ 4. — LA QUESTION DES FORMES

Si l'on en vient maintenant aux formes, l'on assiste à toute une évolution déterminée par le même désir que ci-dessus : le désir de promouvoir la circulation des lettres de change et surtout des chèques. A La Haye, l'on s'était borné à admettre l'application de la maxime : *locus regit actum*, et le rapporteur en avait même donné un commentaire assez particulier. A Genève, pour ce qui est de la lettre de change, deux additions sont apportées au texte de La Haye, destinées toutes deux à renforcer la sécurité de cet effet. La première avait été sug-

gérée par le Professeur Jitta. « A la rigueur, écrivait-il dans son rapport (p. 56), lorsque, d'après la loi qui régit les formes de la lettre de change lors de la souscription, le titre n'est pas une lettre de change, toutes les déclarations postérieures à la souscription devraient être considérées comme ne se trouvant pas sur une lettre de change, et soustraites, par conséquent, à l'application du droit de la lettre de change. Cette conséquence porterait une trop forte atteinte à la confiance qu'une lettre de change doit inspirer. Il faut statuer qu'une déclaration faite sur une lettre de change, après la souscription, est considérée comme écrite sur une lettre de change valable, quant à la forme, dès que le titre répond, quant à cette forme, aux lois du lieu où cette déclaration est faite ».

C'est, en effet, ce qui fut décidé à Genève ; mais on alla plus loin encore en disposant que chacune des Hautes Parties contractantes avait la faculté de prescrire que les engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre à l'étranger par un de ses ressortissants seront valables à l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire, pourvu qu'ils aient été pris dans la forme prévue par la loi nationale.

Cette règle s'inspire de la doctrine qui voit dans les formes des mesures de protection. Elle ne cadre peut-être pas très bien avec le reste de l'article, mais elle est de nature à augmenter encore la sécurité de la lettre de change.

En ce qui concerne le chèque, la Convention de Genève de 1931 est plus libérale encore : elle décide que le chèque est régulier quant à la forme s'il respecte la maxime : *locus regit actum*, ou la loi du lieu de paiement. On s'efforce d'assurer la bonne fin du chèque plus encore que de la lettre de change. La raison en est, sans doute, qu'il circule souvent entre des gens moins engagés dans le commerce et les affaires que la lettre de change, et aussi qu'il est essentiellement un procédé de paiement et non de crédit.

En définitive, dans cette question, comme dans celle de la capacité, on est dominé par des considérations pratiques et non point par l'esprit de système. Seulement, on peut toujours se demander si ce chevauchement de lois multiples et d'inspiration parfois contradictoire est très heureux, même au regard des nécessités des affaires.

Que, dans les Conventions de Genève, la logique de la réalité triomphe de la logique de la théorie, l'on en pourrait encore fournir des preuves multiples ; mais l'on n'aboutirait qu'à des redites. Aussi, nous limiterons-nous à un dernier exemple fort significatif. On sait que la question de la provision est fondamentale en matière de lettres de change et surtout de chèques, et que cependant la loi uniforme n'en traite pas. Les divergences entre États paraissant irréductibles, le problème des conflits de lois présentait ici une importance spéciale. Comment allait-on le résoudre ?

En 1930, en matière de lettre de change, on décida, après de multiples discussions, d'appliquer la *lex loci contractus*. M. le Professeur Percerou eût préféré la *lex loci solutionis* ; mais il ne réussit pas à faire triompher son point de vue.

En 1931, en matière de chèque, il allait avoir sa revanche. C'était chose doublement difficile : d'abord, parce que l'année précédente, pour la lettre de change, on avait adopté la *lex loci contractus* et qu'il paraissait difficile de se déjuger à si brève échéance ; ensuite, parce que les principes juridiques militaient en faveur de cette loi, comme le montra le délégué du Portugal, M. de Matta. « On veut savoir, dit-il, si le bénéficiaire du chèque ou les porteurs successifs acquièrent ou n'acquièrent pas, en vertu de l'émission du chèque, des droits sur la provision que détient le tiré. Or, en ce qui concerne la portée d'un acte juridique, c'est la loi du lieu où il est passé qui décide et, dans le cas présent, cette loi est celle du lieu d'émission du chèque ».

Le délégué italien, M. Giannini, soutint la même thèse. Mais M. Percerou, appuyé, d'ailleurs, par divers délégués, invoqua des raisons d'ordre pratique pour montrer que la loi vraiment adéquate ne pouvait être que celle du lieu de paiement, et il l'emporta.

En un mot, les Conférences de Genève ont emprunté au droit international privé toutes les dispositions qui paraissaient le mieux aptes à promouvoir les règle-

ments par lettres de change et surtout par chèques, sans beaucoup se soucier de savoir si elles étaient toujours cohérentes et en harmonie avec les principes juridiques.

§ 5. — PAYS SIGNATAIRES ET PAYS ADHÉRENTS
AUX CONVENTIONS DE GENÈVE

La Convention de Genève du 7 juin 1930 destinée à régler certains conflits de lois concernant la lettre de change et le billet à ordre fut signée par vingt-six Etats : Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Colombie, Danemark, Ville Libre de Dantzig, Equateur, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie et Yougoslavie.

Signer n'est pas tout : il faut encore ratifier. Voici, parmi les pays signataires, ceux qui ont ratifié : Allemagne (3 octobre 1933), Autriche (31 avril 1932), Belgique (31 avril 1932), Danemark, avec retard quant au Groenland (27 juillet 1932), Ville Libre de Dantzig, par l'intermédiaire de la Pologne (24 juin 1935), Finlande (31 août 1932), France (27 avril 1936), Grèce (31 août 1931), Italie (31 avril 1932), Japon (31 avril 1932), Monaco (25 janvier 1934), Norvège (27 juillet 1932), Pays-Bas, pour le Royaume en Europe (20 août 1932), Indes Néerlandaises et Curaçao (16 juillet 1935), Surinam (7 avril 1936), Por-

tugal (8 juin 1934), mais pour la République seulement et non pour les Colonies, Suède (27 juin 1932), mais sous condition de retoucher à son système de droit de change, Polognes (19 décembre 1936), Union des Républiques Soviétiques Socialistes (25 novembre 1936).

Le Protocole de la Convention fixait au 1^{er} septembre 1932 le délai dans lequel devaient intervenir les ratifications. Beaucoup de pays n'ont ratifié que postérieurement. Pouvait-on encore parler de ratification ? N'était-on pas plutôt en face d'une adhésion ? L'intérêt de la question est mince ; seul le Japon a été d'avis qu'on n'était plus en présence d'une ratification, mais bien d'une adhésion.

Parmi les pays signataires, il en est qui n'ont pas encore ratifié : Brésil, Colombie, Equateur, Espagne, Hongrie, Luxembourg, Pérou, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougoslavie.

Enfin, beaucoup d'Etats sont pour le moment tout à fait en dehors de la Convention : Afghanistan, Union Sud-Africaine, Albanie, Etats-Unis d'Amérique, Arabie Saoudienne, République Argentine, Australie, Bolivie, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Costa-Rica, République Dominicaine, Egypte, Esthonie, Ethiopie, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Irak, Iran, Etat Libre d'Irlande, Islande, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lithuanie, Mexique, Nicaragua, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Roumanie, Sal-

vador, Saint-Marin, Siam, Soudan, Uruguay, Venezuela.

Quant à la Convention de Genève du 19 mars 1931, destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques, elle a été ratifiée par les pays suivants : Allemagne (3 octobre 1933). Danemark (27 juillet 1932), sauf pour le Groenland, Ville Libre de Dantzig (par l'intermédiaire de la Pologne, 24 juin 1935), Finlande (31 avril 1932), France (27 avril 1936), Grèce (1^{er} juin 1934), Italie (31 août 1933), Japon (25 août 1933), Monaco (9 février 1933), Nicaragua (16 mars 1932), Norvège (27 juillet 1932), Pays-Bas, pour le Royaume (2 avril 1934), Indes Néerlandaises et Curaçao (5 septembre 1935), Surinam (7 avril 1936), Portugal (8 juin 1934) sauf pour les Colonies, Suède (27 juillet 1932), Suisse (26 avril 1932) sous réserve de modifications à sa législation, Pologne (19 décembre 1936).

Plusieurs pays ont signé, mais non ratifié : Autriche, Belgique, Equateur, Espagne, Hongrie, Luxembourg, Mexique, Roumanie, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougoslavie.

D'autres enfin sont tout à fait étrangers à la convention: Afghanistan, Union Sud-Africaine, Albanie, Etats-Unis d'Amérique, Arabie Saoudienne, République Argentine, Australie, Bolivie, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa-Rica, Cuba, République Dominicaine, Egypte, Esthonie, Ethiopie, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde,

Irak, Iran, Etat libre d'Irlande, Lettonie, Liberia, Liechtenstein, Lithuanie, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pérou, Salvador, Saint-Marin, Siam, Soudan, Union des Républiques Soviétiques Socialistes, Uruguay, Venezuela.

Voici les réflexions que suggère ce tableau. Tout d'abord, les pays non liés par les conventions de Genève sont bien plus nombreux que ceux qui sont liés. Parmi eux figurent l'Angleterre et l'Amérique, c'est-à-dire les deux nations du monde où les lettres de change, billets à ordre et chèques ont une circulation incomparable. D'autre part, d'assez nombreux pays qui avaient signé, n'ont pas ratifié. Enfin, parmi ceux qui ont ratifié, plusieurs ne l'ont fait que très tardivement, par exemple la France.

La loi autorisant le ministre des Affaires étrangères à notifier officiellement l'adhésion du Gouvernement français est du 8 avril 1936 (7). La notification est parvenue à Genève le 27 avril 1936. Il s'ensuit donc que les conventions sont devenues applicables en France le 27 juillet 1936, puisque leur mise en vigueur doit avoir lieu le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de la notification (8).

Cette solution est contestée par MM. Percerou et Bouteron. D'après ces auteurs, « une convention interna-

(7) J. O. du 10 Avril.

(8) Art. 15 de la convention.

tionale de Droit privé ne saurait entrer en vigueur en France et y être appliquée par des juges français, avant d'avoir été promulguée en France. C'est donc seulement, à notre avis, du jour de l'insertion au *Journal Officiel* du décret de promulgation (24 octobre 1936), sans préjudice bien entendu des délais de publication, que les conventions sur les conflits de lois en matière de lettres de change, de billets à ordre et de chèques sont devenues exécutoires en France » (9).

M. Joseph Hamel, professeur à la Faculté de Droit de Paris, a fait observer qu'il n'a été prévu en France aucune disposition législative spéciale pour la mise en vigueur de la Convention sur les conflits de lois. Il en résulte que les tribunaux français devront appliquer cette convention dans ses dispositions les plus strictes, du moins tant que le législateur français ne jugera pas utile d'admettre dans le cadre de la convention certains tempéraments à l'application intégrale de ces dispositions (10).

De cet ensemble de faits, n'est-on pas fondé à conclure que les conventions de Genève ne constituent pas vraiment l'idéal en la matière ? C'est un point d'interrogation qui peut être posé, croyons-nous, sans méconnaître les efforts faits à Genève.

(9) Percerou et Bouteron : La nouvelle législation française et internationale de la lettre de change, p. 1. Avant-Propos, p. 11, Paris 1938.

(10) Le nouveau statut du chèque en France, supplément au tome I de Banques et Opérations de Banque, Paris, 1936, p. 80.

Quoiqu'il en soit, le fait à retenir ici, c'est que l'Angleterre, l'Amérique et les pays qui s'y rattachent par des liens plus ou moins étroits ont refusé leurs signatures, préférant conserver leur propre système. Ce n'est pas que les Gouvernements de ces pays méconnaissent l'intérêt qu'il y aurait à unifier dans le monde le droit de change, soit en élaborant une loi uniforme, soit surtout en instituant un système identique entre les diverses nations de solution des conflits de lois en la matière. Dès que le problème de l'unification du droit, en fait de change, a été mis à l'ordre du jour, l'Angleterre a davantage poussé vers cette seconde voie que vers la première. Le Continent a, au contraire, préféré la première ; mais, peu à peu la question de la solution des conflits de loi a repris de l'importance, l'unification, par le procédé d'une loi commune, ne paraissant pas réalisable.

Cependant, il était à peine moins difficile d'unifier les solutions de conflits de lois. Chaque pays avait ses lois ou ses habitudes et désirait s'en écarter aussi peu que possible. Et cela se conçoit : dans des questions d'ordre aussi pratique et intéressant tant de personnes que celles qui concernent les lettres de change, billets à ordre et chèques, il ne faut procéder à des changements qu'avec la plus extrême prudence : *Nolite quieta movere*.

C'est pourquoi les délégués des Etats à Genève se sont efforcés de tenir compte des désirs légitimes de

chacun des pays représentés. Des signatures, nombreuses, ont été ainsi obtenues ; mais toutes n'ont pas été suivies d'effet, la ratification n'ayant pu être obtenue. On a donc abouti à des solutions de « compromis », mais toutefois inspirées, dans l'ensemble, de l'idée de promouvoir la circulation des divers effets de change, en la rendant plus sûre.

CHAPITRE II

LE SYSTÈME ANGLO-AMÉRICAIN DES CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE, DE BILLETS A ORDRE ET DE CHÈQUES EN FACE DES CONVENTIONS DE GENÈVE

L'Angleterre et l'Amérique n'ont pas cru pouvoir se rallier à ces solutions de « compromis », pour la raison, tout d'abord, que leurs peuples sont accoutumés à ce qui est, et ne réclament rien d'autre. Dans ces pays, le législateur intervient rarement, surtout dans le domaine des affaires, pour faire des innovations. Il se borne à enregistrer les usages qui lui paraissent utiles et à arrêter ceux qui lui paraissent nuisibles. Presque toutes les lois, en matière de change, sont la conséquence de décisions de justice, qu'il s'agit, soit de généraliser, soit, au contraire, d'empêcher de devenir des précédents. Il n'est

pas dans les tendances du Parlement anglais d'élaborer des textes de lois de toutes pièces et de façon systématique.

Il est probable, même si le système de conflits élaboré à Genève eût été préférable à celui de l'Angleterre, que celle-ci n'eût pas renoncé au sien ; d'autant que son système, fait de pièces et de morceaux, mais toujours sous la pression des réalités, a l'avantage d'être très souple et de permettre de placer au premier plan les questions de bonne foi.

En outre, l'Angleterre a grande confiance dans ses juges qui sont parmi les plus compétents et les meilleurs du monde. Elle croit qu'il faut leur laisser une grande liberté de mouvement, car les cas qui se présentent dans la pratique ne sont pas coulés dans des moules, mais présentent, au contraire, presque toujours, des particularités. Dans de telles conditions, il était difficile que l'Angleterre se liât à Genève.

Le système anglais de conflits ne peut-il pas, d'ailleurs, soutenir la comparaison avec celui qui a été élaboré par le Continent à Genève ? Tel est le problème que nous devons maintenant aborder, et qui suppose, avant tout, l'exposé, aussi objectif que possible, de ce système anglais.

Dans le questionnaire présenté par le Gouvernement des Pays-Bas, aux divers Etats, en vue de faciliter l'œuvre d'unification, le n° 30 était ainsi rédigé :

Quelles sont les règles de droit international privé applicables :

- a) à la capacité des signataires d'un chèque ;
- b) aux conditions essentielles requises pour la validité d'un chèque comme tel ;
- c) à la forme des obligations contractées par les signataires d'un chèque ;
- d) aux formalités à remplir pour conserver les droits résultant d'un chèque ;
- e) à la sanction des dispositions fiscales.

La réponse du Département d'Etat de Washington, en date du 4 juin 1912, est fort succincte : « Il ne paraît pas essentiel de discuter pour le moment en détail les questions qui se posent au regard des règles de droit international privé applicables au chèque. Il semble, à première vue, que les dispositions incluses dans le projet de loi uniforme relatif aux lettres de change et billets à ordre pourraient être étendues aux chèques, dans la mesure où elles joueront, dans les contrées qui adopteront le projet.

Il est essentiel, de l'avis d'un grand nombre de banquiers américains et d'exportateurs, que les conditions de validité des chèques soient aussi simples que possible, mais que le paiement soit assuré par le plus de garanties possibles, et spécialement, par l'adoption du « crossing » dont l'extension est souhaitable. Il est aussi désirable que les prescriptions relatives au timbre soient

aussi claires que possible, et que les pénalités ne soient pas trop sévères, de façon à ne pas nuire au développement du système de règlements par chèques et que les droits des porteurs de chèques ne soient pas rendus incertains par les complications du régime fiscal (1).

En ce qui concerne l'Angleterre, elle se borna à communiquer le texte de sa législation sur le chèque (2). Ajoutons que dans le Comité de droit international privé qui se constitua au sein de la Conférence de 1912, l'on ne trouve pas de représentant de l'Angleterre, ni de l'Amérique. Voici, en effet, la composition de ce Comité :

Kriège, président (Allemagne) ; Renault, rapporteur (France) ; Asser (Pays-Bas), Beichmann (Norvège), Buzzatti (Italie), de la Vallée-Poussin (Belgique).

Les articles proposés, et que nous connaissons déjà, furent adoptés sans discussion ; ils ne font, en somme, que reproduire les dispositions consacrées aux conflits de lois en matière de lettres de change, de billets à ordre adoptées en 1910. « Nous estimons, écrivait Louis Renault, que, dans cette matière difficile, il faut, pour le moment, du moins, s'en tenir au minimum et ne pas charger le projet de règles, peut-être prévoyantes, mais discutables en elles-mêmes, qui l'exposeraient à des objections spéciales » (3).

(1) Deuxième Conférence de La Haye. Actes. T. II, p. 350.

(2) Deuxième Conférence de La Haye. Actes. T. II, p. 377.

(3) Deuxième Conférence de La Haye, 1912. Actes. T. II, p. 163.

Par la suite, comme nous l'avons déjà observé, la question des conflits de lois retint davantage l'attention des conférences, spécialement de celle de Lausanne (1927). Le rapporteur, M. Lyon-Caen, proposa les solutions suivantes :

1°) les énonciations à insérer dans un titre pour qu'il constitue un chèque sont déterminées par la loi du pays où il est émis. Toutefois, la loi du pays où le chèque est payable, peut le considérer comme régulier, s'il satisfait aux conditions de forme requises par cette loi.

2°) La loi du pays de l'émission du chèque détermine si la propriété de la provision continue d'appartenir au tireur ou est transmise de plein droit au bénéficiaire et aux porteurs successifs.

3°) La loi du pays où le chèque est payable détermine :

- a) sur quelles personnes le chèque peut être tiré ;
- b) si le chèque est nécessairement à vue ou peut être à un certain délai de vue ;
- c) dans quel délai il doit être présenté au paiement ;
- d) si le tireur peut faire opposition au paiement et à partir de quel moment cette opposition peut être formée ;
- e) si le chèque peut être barré et quels effets sont attachés au barrement ;
- f) si le chèque peut être certifié et quels sont les effets de la certification ;

g) si l'acceptation du chèque par le tiré doit être ou non considérée comme non avenue.

Ces solutions furent soumises à un assez grand nombre de spécialistes : MM. Coudert, de Lapradelle, Fedozzi, Langaard, Menezes, Loder, Neumayer, Marquis d'Olivar, Roquin et Weiss. On notera que dans cette liste ne figure pas un juriste anglais. Deux seulement des « questionnés » répondirent : MM. André Weiss et Neumayer.

Ce n'est donc pas en étudiant les Conférences réunies en vue de l'unification du droit du change, que l'on peut se faire une idée un peu complète du système anglais en matière de conflits de lois. Les délégués britanniques n'entrent jamais dans le vif de la question ; ils se bornent à quelques indications assez vagues. En voici deux exemples ; ils sont pris dans un rapport de Sir Mackenzie D. Chalmers, en date de janvier 1923, et publié par la Société des Nations (4). Sir M. D. Chalmers rappelle que lorsqu'une lettre de change a été volée, que l'endossement a été falsifié et qu'ensuite elle vient entre les mains d'un porteur de bonne foi, l'un des deux innocents doit subir les conséquences de l'acte frauduleux. Le règlement uniforme en fait porter le fardeau à celui qui a perdu la lettre de change, car il aurait dû en prendre plus de soin... Les législations anglaise et américaine l'ont subit la conséquence de cette situation à celui qui

(4) C. 487, M. 203, 1923, 11.

reçoit une lettre de change à la suite d'un endos falsifié ; il doit connaître la personne dont il a la tient. Il y a donc ici conflit aigu entre les deux systèmes ; mais, ajoute Chalmers, il convient de remarquer que les règles du droit international privé sanctionnent les transferts de valeurs mobilières, d'après la législation du lieu où le transfert a été effectué. Ce principe a, dernièrement, été appliqué par la Cour d'Appel à la négociation d'effets de sorte que, si sur le continent, le porteur a acquis un droit valable sur une lettre de change détenue à la suite d'un endossement falsifié, son droit est reconnu en Angleterre, de même, naturellement, que le droit de tout porteur ultérieur (9).

Un peu plus loin, dans le même rapport, Sir M. D. Chalmers constate que dans le projet de loi uniforme, la capacité d'une personne pour s'engager par chèque, est, en principe, déterminée par sa loi nationale et il remarque que cette question ne semble pas avoir reçu en Angleterre une solution qui fasse autorité, il y a quelque incertitude sur le point de savoir si nous devons appliquer la loi du domicile ou la *lex loci contractus* (6).

En conséquence, c'est dans les auteurs anglais et dans la jurisprudence qu'il convient de rechercher les règles de conflits de lois en la matière et c'est à cette étude que seront consacrées les pages qui vont suivre.

(5) *Embericos, V. Anglo-Austrian Bank 1905. Loc. civ., pp. 101 et 102.*

(6) *Loc. civ., p. 116.*

Un long séjour en Angleterre nous a permis de nous documenter sur place et d'arriver, nous l'espérons du moins, à une connaissance relativement approfondie du sujet.

Nos explications porteront surtout sur l'Angleterre, mais, à l'occasion, nous indiquerons aussi les solutions américaines, spécialement lorsqu'elles seront originales. Nous traiterons successivement des questions de capacité, des questions de formes extrinsèques, des questions d'engagements des signataires des divers effets et des formalités à remplir pour la conservation de leurs droits.

§ 1^{er}. — QUESTION DE CAPACITÉ

En droit commun, c'est-à-dire dans le droit international privé général, tel qu'il s'est introduit en Angleterre à la suite d'apports hollandais et indirectement français par d'Argentré, l'Angleterre a tendance à appliquer la loi du domicile ; mais en matière d'effets de commerce et de chèques, il semble que la pratique soit très souple. Voici comment s'exprime à ce sujet Sir M. D. Chalmers : « Lorsqu'il y a conflit de lois, la capacité est pour certains buts déterminée d'après la loi du domicile de la partie contractante ; mais pour les buts commerciaux elle est probablement déterminée par la *lex loci contractus*. When Laws conflict, capacity is for some

purposes determined according to the *lex domicilii* of contracting party, but for mercantile purposes it is probably determined by the *lex loci contractus* » (7). Dans ce sens, l'on peut citer Westlake (in *International law* 5^o edit. p. 44), et Dicey (8).

Il a été rendu peu de décisions de justice sur la question : en voici, semble-t-il, les motifs. Pour ce qui est des chèques, ils supposent, d'une manière tout à fait générale, que le tireur avait un compte en banque et que la banque lui avait remis un carnet. Il y a donc présomption qu'il est capable. Pour ce qui est des lettres de change, elles ne sont guère émises que par des commerçants ou des personnes engagées dans les affaires et la question de capacité ne se pose guère.

Voici pourtant quelques solutions jurisprudentielles intervenues en Amérique :

Une femme mariée, domiciliée au Tennessee où elle était incapable de contracter, y signa et remit un effet daté du Tennessee, mais payable en Virginie, pays où elle était capable. Sur une action en Virginie, il fut décidé que la loi du lieu de paiement régissait l'effet et que cette femme était engagée (9).

Une femme mariée avait signé un billet à ordre en Nebraska ; le paiement devait se faire en Missouri. Cette

(7) *A Digest of the Law of Bills of Exchange*, 9^e édit., p. 71, par. 22.

(8) *In conflict of Law*, 5^e édit., p. 538.

(9) *Brannan's negotiable instruments Law-Beutel*, pp. 217-218, 1932.

femme était incapable en Nebrask mais elle était capable au Missouri. Il fut jugé que c'était la loi du Missouri qui devait s'appliquer, et qu'en conséquence cette femme était engagée (10).

Dans ces hypothèses, les tribunaux n'ont appliqué ni la *lex domicilii*, ni la *lex loci contractus* ; ils ont appliqué la *lex loci solutionis*. La conclusion qui paraît s'imposer, soit que l'on considère la doctrine, soit que l'on considère la jurisprudence, c'est qu'en matière de capacité proprement dite, les pays anglo-saxons donnent la préférence, parmi toutes les lois susceptibles d'application, à celle qui leur permet de valider l'effet. Du point de vue des affaires et du crédit des lettres de change, billets à ordre et chèques, c'est, en effet, une solution souhaitable.

Les auteurs anglais ne consacrent d'ailleurs que peu de développement aux problèmes de la capacité en matière de change, les englobant dans la question que nous trouverons bientôt des effets légaux des obligations assumées par les personnes qui figurent sur ces instruments de crédit et de paiement.

§ 2. — QUESTION DE FORMES EXTRINSÈQUES

De tous les pays, l'Angleterre est le moins formaliste en ce qui concerne les mentions à inscrire sur les lettres

(10) Brannan's negotiable instruments Law-Beutel, p. 1032.

de change, billets à ordre et chèques. Voici sa définition de la lettre de change : c'est un ordre inconditionnel, par écrit, adressé par une personne à une autre, signé par la personne qui le donne, requérant la personne à laquelle il est adressé de payer à vue ou à une date fixe ou à une date déterminable, une somme certaine à telle personne ou à son ordre ou au porteur (11).

La lettre de change peut être écrite en n'importe quelle langue, comme il appert de l'affaire *Re. Marseilles C^o* (12) dans laquelle une traite rédigée en français fut tenue pour un effet anglais. La lettre de change n'est pas nulle, parce qu'elle n'est pas datée, parce qu'elle n'indique pas la valeur fournie, parce qu'elle ne spécifie pas la place d'où elle est tirée ni la place où elle est payable. Il a été jugé qu'une lettre de change de £ 100 payable « with lawful interest » avec intérêts de droit, était valable (13).

Il a été également jugé qu'une traite de £ 100 payable en deux parties égales, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet, était valable (*Carlton v. Kencaly*) (14).

Le même libéralisme règne en ce qui concerne le chèque ; le droit anglais le définit : a cheque is a bill of exchange drawn on a banker payable on demand ; une

(11) Chalmers, p. 10.

(12) 1885, 30 CH D. 598.

(13) *Warrington. V. Early* 1853, 2. E, § B 763.

(14) 1843, 12 M. § W. 139.

lettre de change tirée sur un banquier et payable à vue. L'on sait que d'autres pays, tels l'Allemagne et les peuples qui la suivent, sont beaucoup plus exigeants en matières de formes extrinsèques. L'on sait même que cette tendance a réussi à l'emporter dans les conventions de Genève de 1930 et de 1931, creusant encore le fossé qui sépare le droit continental du change du droit anglo-saxon. De ce fait, de délicats conflits vont forcément naître. Comment la jurisprudence anglaise les résout-elle ?

Voici les règles qu'elle suit : lorsqu'un effet tiré dans un pays est négocié, accepté ou payable dans un autre, les droits, devoirs et responsabilités des parties sont déterminés comme suit :

1) La validité d'un effet en ce qui concerne les formes requises est déterminée par la loi du lieu de son émission, et la validité en ce qui concerne les formes requises des contrats postérieurs, tels que l'acceptation ou l'endossement ou l'acceptation par intervention, est déterminée par la loi du lieu où un semblable contrat a été conclu, mais toutefois avec les réserves suivantes :

a) lorsqu'un effet est émis en dehors du Royaume-Uni, il n'est pas nul du fait qu'il n'est pas timbré d'après la loi du lieu de l'émission ;

b) lorsqu'un effet émis en dehors du Royaume-Uni, est conforme, en ce qui concerne les formes requises, à la loi du Royaume-Uni, il peut, dans le but d'en assurer

et imposer le paiement, être considéré comme valable entre toutes personnes qui le négocient, le détiennent ou y deviennent parties dans le Royaume-Uni (15).

En principe, l'Angleterre applique ici, comme il est naturel, la règle : *locus regis actum*. Doctrine et jurisprudence concordent, comme il résulte de ce qui est écrit au paragraphe 228 de *Private International Law* (5^{me} édition) par Westlake et à la page 588 des *Conflicts of laws* (5^{me} édition) par Dicey, et des décisions de justice suivantes :

D'après l'ancienne loi de l'Illinois, une acceptation verbale est licite. Or, un effet tiré à Londres sur une ville de l'Illinois y avait été accepté verbalement. Il a été jugé que cette acceptation était valable (16).

Un effet avait été tiré à New-York sur Liverpool contre consignment de coton. Il a été décidé, semble-t-il, que la question de savoir si l'on était ou non en présence d'un titre conditionnel devait être tranchée d'après la loi américaine (17).

En matière de formes extrinsèques, la Grande-Bretagne applique donc la règle *locus regit actum*, qui fait partie du vieux fonds commun de droit international

(15) Bills of Exchange Act, 1882, § 72, in *A Digest of the Law of Bills of Exchange* by Sir M. D. Chalmers, p. 279.

(16) *Saudder. V. Union Bank*, 1885, OHO, sup. Ct. U. S. 406.

(17) *Guaranty Trust. CO of New-York. V. Hannay et C^o*, 1918. 2 K. B. 623 C. A.

privé, comme l'a très bien montré M. le Professeur Lévy-Ullmann, dans ses cours à la Faculté de Droit de Paris.

Mais il a en même temps spécifié que « cette formule et brocard de textes latins, sous sa forme lapidaire, ne se trouvait, *expressis verbis*, ni dans les textes législatifs français, ni dans les textes législatifs anglais et qu'il daterait seulement du XVIII^{me} siècle » (18).

Quel est cependant ici le lieu de l'acte ? Il semble bien que pour la jurisprudence anglaise, ce n'est pas le lieu où la signature est donnée, mais celui où se fait la remise du titre : *the contract is made where the delivery is effected, not where the signature is attached* » (19). Ainsi jugé dans les affaires *Chapman V. Cottrell* 1865 - 34 L. J. Ex. 186 - *Bank of Montréal V. Exhibit and Trading Co* 1906, 11, Com. Cas. 250. Sir M. D. Chalmers est tout à fait formel sur ce point. « *Every contract on bill, écrit-il, whether it be drawer's the acceptor's or an indorser's, is incomplete and revocable, until delivery of the instrument in order to give effect thereto* ».

Il invoque toute une série de décisions de justice : en voici quelques-unes :

B débiteur de C pour £ 100, avait souscrit un chèque de cette somme payable à C. B meurt et le chèque est

(18) Les Cours de droit, 1937, 38, p. 84 et pp. 165-166.

(19) *A Digest of the Law of Bills of Exchange* by Sir M. D. Chalmers, 9^e édit., p. 280, § 72.

trouvé dans ses papiers. C n'a pas de droit sur ce chèque, et, s'il lui est remis, il ne peut se le faire payer (20). Cet exemple est-il tout à fait démonstratif ? Ne pourrait-on l'expliquer par la conception que l'Angleterre se fait du chèque dans lequel elle voit un mandat, mandat qui se trouve révoqué par la mort du tireur.

Voici d'autre cas :

B avait rédigé un chèque en faveur d'un serviteur et l'avait envoyé à son solicitor, priant celui-ci de le garder jusqu'à sa mort et de l'envoyer alors au serviteur, s'il était encore à son service. B mourut, et le solicitor adressa le chèque au serviteur. Celui-ci était, semble-t-il, fondé à en réclamer le montant (21).

Notons cependant que cette décision a soulevé des critiques.

C, porteur d'un bill, l'endosse à D et le met dans une lettre à l'adresse de ce D. La lettre, déposée dans la boîte de l'office de C fut volée par un de ses employés, qui fit un endossement pour D et négocia le bill. La propriété de ce bill avait continué d'appartenir à C (22).

Ce cas n'est peut-être pas très significatif ; il s'agissait de savoir qui, du tireur ou du tiré supporterait la perte. En règle générale, en Angleterre, c'est le tiré, c'est-à-dire le banquier. Mais il y a une exception, qui

(20) Bromage. V. Lloyd, 1847, 1 Exch. 32.

(21) Re Richards, 1887, 36 Ch. D. 541.

(22) Arnold. V. Chèque Bank 1876, 1. C. P. D., at., p. 584.

est précisément réalisée ici ; c'est à savoir lorsque le vol est le fait d'un employé du tireur.

Il est particulièrement intéressant de préciser la signification exacte du mot « delivery » dans le cas d'envoi d'un bill par la poste : il s'agit, en effet, de cas innombrables et de tous les instants. D'après les règlements des Postes anglaises, une lettre, une fois entrée dans la boîte ne peut pas être reprise. En conséquence, il a été jugé que si l'endossataire d'un bill autorise l'endosseur à le lui transmettre par la poste, la propriété de ce bill passe à l'endossataire dès que la lettre qui contient le bill est mise à la poste (23).

Il en serait, semble-t-il, autrement, dans le cas où l'envoyeur ne pourrait se réclamer ni d'une autorisation expresse, ni d'une autorisation tacite du destinataire ; les risques resteraient donc à sa charge (Pennington V. Crossley (1897) 13 T L.R. 513 C.A.). Actuellement, l'autorisation tacite se présume.

Voici encore une autre affaire qui éclaire bien le sens du mot « delivery » dans l'hypothèse qui nous occupe :

En réponse à une lettre lui réclamant le paiement d'une dette, le débiteur adresse par la poste un chèque

(23) Ex. p. Cobe, 1873, L. R. q Ch. 27 : Sichel. V. Borch 1864, 2 H. C. 954 ; Kleinwort. V. Comptoir d'Escompte, 1894, 1 q. B at., p. 158. Il s'agissait, dans cette dernière cause, d'un chèque barré envoyé par la poste de Barcelonne en Angleterre, et qui avait été volé en cours de route.

du montant à son créancier. Le chèque est volé à la poste, et le voleur l'encaisse. Il est jugé que « the posting is a good delivery to the payee and the cheque operates as payment » (24).

Pour l'Angleterre, le « locus » c'est donc le lieu de « delivery » ; mais à supposer que ce lieu soit bien déterminé — ce qui n'est pas sans difficultés — il faut encore que les juges anglais soient mis au courant des formes requises en ce lieu. Comment le seront-ils ? Dans ce cas, la preuve de la loi étrangère se fait dans les mêmes formes que s'il s'agissait d'une question de fait « in order to establish that a bill is invalid according to the law of the place of issue, the foreign law in point must be proved as a question of fact » (25).

Admettons que les juges anglais soient au fait des formes requises par la loi étrangère compétente ; leur rôle n'est pas achevé. Ils doivent, semble-t-il, se préoccuper du caractère de la règle *locus regit actum*. Cette règle doit-elle être tenue pour obligatoire ou pour facultative ? En principe, et sous certaines réserves que nous verrons, les tribunaux anglais paraissent tenir cette règle pour obligatoire ; la doctrine est assez hésitante, bien qu'elle penche dans le sens de la jurisprudence. Chalmers, par exemple, qui remarque pourtant que quel-

(24) *Norman. V. Ricketts*, 1885, 3 T L R 182 C. A. ; 24 *Thairiwall. V. Northern Railway*, 1910. A K. B. 509.

(25) Chalmers, *loc. cit.*, p. 280, § 72.

ques auteurs étrangers, parmi lesquels Savigny, estiment que la maxime *locus regit actum* est toujours facultative et jamais invalidante « always facultative, never disabling ».

Cependant la Grande-Bretagne admet des limites à l'application de la règle : *locus regit actum* ; d'abord, en matière de timbre : un effet émis en dehors du Royaume-Uni n'est pas nul du seul fait qu'il n'est pas timbré conformément à la loi du lieu de l'émission. Avant le Bills of Exchange act de 1882, il avait été parfois jugé que les tribunaux anglais n'avaient pas à tenir compte des lois fiscales des pays étrangers (26). Mais l'opinion qui avait prévalu était la suivante : si dans le pays d'émission du bill, la sanction du défaut ou de l'insuffisance de timbre n'était que l'impossibilité de produire l'effet en justice comme moyen de preuve, l'Angleterre l'admettait devant ses tribunaux, à la condition qu'il répondit aux exigences de la loi anglaise sur le timbre des effets étrangers ; si pareil effet était regardé comme nul dans le pays d'émission, il était nul partout (27).

Cette dernière solution n'est plus possible d'après le Bills of Exchange Act de 1882 qui décide qu'un effet non timbré ou insuffisamment timbré dans le pays

(26) Wynne. V. Jackson, 1826. 2 Russ. § 351 ; James V. Calkenwood 1823, 3 D et R. 190.

(27) Bristow V. Sequeville, 1850, 5 Exch. 275 ; Clegg V. Levy, 1812, 3 Camp 166. Story. Commentary on the Law of bill of Bills of Exchange, 4^e édit., § 137, 1860.

d'émission ne peut jamais être tenu pour nul pour cette seule raison. Actuellement, cette règle est devenue générale. Elle a été adoptée, en effet, dans deux conventions conclues à Genève : l'une du 7 juin 1930 en matière de lettres de change et de billets à ordre ; l'autre, du 19 mars 1931, en matière de chèques. Voici l'article essentiel de la première de ces conventions sur laquelle la seconde est d'ailleurs calquée :

Article Premier. — « Dans le cas où telle ne serait pas déjà leur législation, les Hautes Parties contractantes s'engagent à modifier leurs lois de telle sorte que la validité des engagements pris en matière de lettres de change et de billets à ordre ou l'exercice des droits qui en découlent, ne puissent être subordonnés à l'observation des dispositions sur le timbre ».

Des diverses conventions conclues à Genève en 1930 et 1931, c'est la seule qui ait été signée par la Grande-Bretagne.

Une deuxième limite à l'application de la règle *locus regis actum*, s'inspire, semble-t-il, du principe dit de l'intérêt national. C'est un principe qui pourrait facilement prêter à des abus, comme l'enseigne M. le Professeur Lévy-Ullmann, mais qui, dans l'espèce, se justifie aisément. Il s'agit, en effet, d'une disposition qui sert, non seulement l'intérêt anglais, mais aussi l'intérêt général, puisqu'elle renforce la sécurité des effets de

crédit. Cette disposition que nous avons déjà citée est ainsi formulée dans le Bills of Exchange Act : « Where a bill, issued out of the United Kingdom, conforms, as regards requisites in form, to the law of the United Kingdom, it may for the purpose of enforcing payment thereof, be treated as valid between all persons who negotiate, hold, or become parties to it in the United Kingdom ».

Ce serait, en effet, rendre trop précaire la position des usagers des bills, émis à l'étranger, que d'exiger qu'ils soient absolument réguliers quant aux formes requises à l'étranger ; il suffit qu'ils respectent les formes anglaises, les seules que peut raisonnablement connaître le public anglais.

Aux Etats-Unis d'Amérique, l'on suit, semble-t-il, en ce qui touche les formes extrinsèques des bills, les mêmes règles qu'en Grande-Bretagne. L'application du principe de la maxime *locus regis actum* s'y justifiait avec plus de force encore, car jusqu'à ces dernières années, les lois des divers Etats étaient différentes. C'est seulement depuis 1932, que la *Negotiable Instruments Law* a été adoptée par tous les Etats et territoires de l'Etat fédéral, à l'exception de la zone du Canal, parfois avec quelques modifications...

C'est le district de Colombie qui a donné son adhésion le dernier « This Law has now (1932) been adopted

in the district of Colombia, all the states and Territoires except The Canal zone » (28).

Notons soigneusement toutefois que la section 72 du Bill's of Exchange act de 1882 ne figure pas dans The negociable instruments Law. Or, c'est la section qui est consacrée aux conflits de lois ; mais, en fait, dans l'ensemble, ses dispositions sont appliquées en Amérique. « The Bills of Exchange act contains the following provisions (ici la section 72 Conflict of Laws) not adopted by the Negotiable Instruments Law » (29).

Tout bien pesé, il ne nous semble pas que le droit anglo-américain offre d'originalité dans la question des formes extrinsèques des bills ; il applique la règle *locus regit actum*, comme tous les pays, avec certains correctifs qui sont aussi presque partout admis ; il mérite davantage de retenir l'attention par la façon dont il détermine les droits et les devoirs des personnes qui figurent dans les bills.

§ 3. — LES POUVOIRS, LES DROITS ET LES OBLIGATIONS
DES PERSONNES IMPLIQUÉES DANS LES LETTRES DE CHANGE,
BILLETS A ORDRE ET CHÈQUES

Ceux-ci sont indiqués au parag. 572 du Bills of Exchange Act de 1882 alinéa 2 : « sous réserve des

(28) Brannan's Negociable Instruments Law, Beutel, p. VII, en note.

(29) Brannan's Negociable Instruments Law, Beutel, p. 1155.

clauses de cette loi « l'interprétation » du tirage, de l'endossement, de l'acceptation ou de l'acceptation par intervention d'un effet, est déterminée par la loi du lieu où un semblable contrat est conclu. « Subject to the provisions of this act, the interpretation of the drawing, indorsement, acceptance or acceptance supra protest of a bill, is determined by the law of the place where such contract is made » ; mais, avec cette réserve toutefois que lorsqu'un effet intérieur est endossé dans un pays étranger, l'endossement sera, à l'égard du payeur, interprété d'après la loi du Royaume-Uni. « Provided that where an inland bill is indorsed in a foreign country the indorsement shall as regards the payor be interpreted according to the law of the United Kingdom ».

Ces textes comprennent deux mots qui doivent être définis : le mot « interpretation » et le mot « inland bill ». Sir M. D. Chalmers écrit que le terme « interpretation » dans cette sous-section, comprend clairement les obligations des parties telles qu'elles se déduisent d'une semblable interprétation. The term « interpretation » in this sub-section, clearly includes the obligations of the parties as deduced from such interpretation » (30).

Cette explication, assez obscure, s'éclaire si l'on se reporte aux auteurs de droit international privé, par exemple à Westlake (*Private international Law* (5e édit

(30) A Digest of the Law of Bills of Exchange, p. 282, § 72.

parag. 229) et à la jurisprudence : par « interpretation », il faut entendre les effets légaux attachés aux actes prévus aux textes. « Interpretation », here means, « legal effect » (31).

Quant à l'inland bill, il se définit « a bill which is, or on the face of it purports to be (a) both drawn and payable within the British Islands or (b) drawn within the British Islands upon some person resident therein—any other bill is a foreign bill ».

Dans le rapport de M. Darimon, au corps législatif lors de l'élaboration de notre première loi sur le chèque, l'on trouve une explication nette de ce qu'est l'inland bill.

« Contrairement à ce qui a lieu chez nous, la lettre de change a deux destinations distinctes dans la loi commerciale de l'Angleterre. Une a pour objet, soit les opérations limitées au territoire européen du Royaume-Uni, des îles de la Manche, de l'île de Man et des autres îles adjacentes ; elle s'appelle alors inland bill (lettre de change pour l'intérieur) ; soit les opérations dont le domaine est le monde entier, et, dans ce cas, elle s'appelle foreign bill (lettre de change pour l'étranger) (32).

Ceci exposé, il nous semble que, dans cette question de l'effet légal des actes prévus aux textes ci-dessus

(31) Alcock v. Smith, 1892. I ch. 238. C. A in Brannan's. Negotiable Instruments Law, p. 1161.

(32) Monit, 5 mai 1865, p. 543.

cités, l'Angleterre applique la même solution qu'en matières de formes extrinsèques, c'est à savoir la règle *locus regit actum*, sauf une exception. Dans ce sens, Dicey (*Conflict of Law* 5e édition, p. 592) et de nombreuses décisions de justice.

En voici quelques-unes : un effet avait été tiré en Belgique et endossé en blanc en France. Il donna lieu à un procès en Angleterre et le tribunal décida que les effets de cet endossement devaient dépendre de la loi française (33). Dans une affaire *Don V. Lippmann* (34), il fut jugé qu'une acceptation donnée à Paris devait être interprétée en conformité de la loi française.

Un chèque tiré à l'étranger sur une banque de Londres avait été volé, et l'endossement du premier endosseur contrefait. Une banque de Vienne paya le chèque et, d'après la loi autrichienne acquit, de ce fait, un juste titre. La banque de Vienne transmet le chèque à une banque de Londres, qui reçut le montant de la banque sur laquelle il avait été tiré ; cette banque fut mise hors de cause (35). Sir M. D. Chalmers donne de ce cas le commentaire suivant : Bien que l'exemple *Embiricos V. Anglo-Austrian Bank* puisse être considéré comme une application de la sous-section 2 (relative à l'interprétation), il est cependant indiscutable qu'il va plus loin, et

(33) *Trimby V. Vignier*, 1834, Bing N. C., 151.

(34) 1837, 5 cl. et F at. pp. 12 et 13. H. L.

(35) *Embiricos V. Anglo-Austrian Bank*, 1905, I. K. B. 677 C. A.

ajoute à cette sous-section en déclarant que, en ce qui touche le transfert en pays étrangers, les effets et billets doivent être regardés comme des meubles et soumis aux règles ordinaires qui réglementent le transfert de ces biens » (36). Dans le jugement se trouve la formule suivante : « La règle d'après laquelle le transfert des biens doit être soumis à la loi du pays dans lequel ce transfert a lieu s'applique à un bill ou à un chèque ». Même déclaration, plus précise encore, dans l'affaire *Milnes V. Dawson* (1850) 5 Exch. 948 at p. 950 : « A bill of exchange is a chattel, and the gift is complete by delivery, completed with the intention to give ». Un bill est un meuble ; en conséquence, il doit pouvoir être transféré comme un meuble, et la validité de ce transfert dépend de la loi du pays où le transfert du bill est effectué.

Il est utile de remarquer que la section 72 relative aux conflits de lois ne couvre pas tout le problème et que, pour les questions qu'elle ne traite pas, il y a lieu d'appliquer le droit commun.

Ceci est expressément spécifié dans la section 97 du Bills of Exchange Act, sous-section 2 « The rules of common law, including the law merchant, save in so far as they are inconsistent with the express provision of this act, shall continue to apply to bills of Exchange, promissory notes and cheques ».

(36) A Digest of the Law of Bills of Exchange, p. 283.

Or, les règles du droit international privé général font partie de la *common law*.

Des difficultés particulières se présentent dans le cas, par exemple, où un chèque est tiré par un Anglais en territoire français, mais sur une banque de Londres. Dans une affaire *Moulis V. Owen* (37), il a été jugé, mais non sans dissidence, que la régularité de l'instrument devait être déterminée par la loi anglaise ; il s'agissait d'un chèque émis pour payer des pertes au baccarat (in *Dicey on Conflict of laws* (5e édit. p. 532-533), mais dans l'affaire *Saxby V. Fulton* (38), il a été jugé que la validité de la cause de l'effet devait être appréciée d'après la loi française.

Que la jurisprudence anglaise fasse une très large application de la loi du lieu de passation de l'acte, c'est ce qui résulte encore des règles suivantes assez communément acceptées.

Les dommages provenant de la violation de contrats relatifs aux bills sont régis d'après les mêmes principes que « l'interprétation » de ces contrats. Par exemple, les dommages contre un endosseur doivent être mesurés d'après la loi du pays où la lettre a été endossée. Les mêmes règles s'appliquent encore lorsqu'il s'agit de la validité et des effets d'une décharge de responsabilité : les cas suivants le prouvent.

(37) 1907, 1, K. B. 746 C. A.

(38) 1909, A K. B. 208 C. A.

Un effet avait été accepté à Livourne et était payable dans cette ville. D'après l'ancienne loi de Livourne, l'accepteur pouvait faire annuler son acceptation, s'il n'avait pas reçu les fonds à l'échéance du tireur. Cet accepteur, ainsi déchargé à Livourne, ne pouvait pas être poursuivi en Angleterre (39).

Un effet avait été tiré aux Etats-Unis (and issued there), c'est-à-dire que sa première remise s'était faite dans ce pays — sur une personne en Angleterre, et il avait été protesté faute d'acceptation. Il fut jugé que le tireur ne pouvait pas être poursuivi en Angleterre parce qu'il était libéré en Amérique, d'après la loi sur la banqueroute en vigueur là-bas (40).

Une traite de £ 100 avait été tirée et délivrée au Demerara mais acceptée et payable en Angleterre. A l'échéance, le porteur devait £ 100 au débiteur-accepteur. D'après la loi de Demerara cela valait décharge de l'effet par compensation. En conséquence, le tireur était libéré (41).

Il serait possible de multiplier les exemples : l'on n'aboutirait alors qu'à des redites. La règle *locus regis actum* joue un rôle fondamental dans les déterminations des droits et obligations des personnes impliquées dans les effets de crédit et de paiement. L'on ne peut cepen-

(39) *Burrows v. Jemino*, 1726, 2 Stra. 733.

Gibbs v. Société des Métaux, 1890, 25 q. B. D. at pp. 407-408 C. A.

(40) *Potter v. Brown*, 1804, 5 East 124.

Symons v. May, 1851, 6 Exch. 707.

(41) *Allen v. Kemble*, 1848, 6 Moore M. C. 315.

dant négliger ici les observations que présente Story (Parag. 154 de son *Commentary on the law of Bills Exchange* 4^e édit. 1860). Il a été quelquefois suggéré, écrit-il, que cette doctrine constituait une infraction à la règle d'après laquelle c'est la loi du lieu de paiement qui doit régir l'acte. Mais, considérée correctement, elle est en tous points conforme à cette règle. Le tireur et les endosseurs ne s'engagent pas à effectuer le versement à l'endroit à l'étranger sur lequel l'effet est tiré, mais seulement à garantir l'acceptation et le paiement à cet endroit par le tiré, et à défaut de ce paiement, ils acceptent, après en avoir été avisés en temps utile, de rembourser le porteur du principal et des dommages à l'endroit où ils sont respectivement devenus parties au contrat ».

Cette argumentation n'est ni sans finesse, ni même sans vérité ; mais, il nous semble qu'elle passe à côté de la question qui est celle-ci : va-t-on régler les effets des titres de paiement et de crédit d'après la loi du lieu de passation des actes qui les concernent, ou d'après la loi du lieu de payement, c'est-à-dire pratiquement la loi du tiré ? La doctrine et la jurisprudence anglaise paraissent avoir opté pour la première.

Certes, la section 72 du *Bills of Exchange Act* de 1882 fait une large place, comme nous l'allons voir, à la loi du lieu de paiement ; mais à notre sens, l'on est alors encore en face d'applications de la règle : *locus regit actum*. L'on en en jugera.

Dans la sous-section 4 de la section 72, il est dit : Lorsqu'un effet est tiré en dehors du Royaume-Uni, mais y est payable, et que la somme payable n'est pas exprimée en monnaie du Royaume-Uni, le montant en sera, en l'absence de stipulation expresse, calculé d'après le taux du change pour les traites payables à vue au lieu du paiement, le jour où l'effet est payable (42).

Exemple : un effet de 1.000 fr. payable à trois mois de date, est tiré en France sur Londres. Le montant en argent anglais que le porteur est en droit de recevoir, est déterminé par le taux du change le jour où l'effet est payable. Dicey approuve cette solution (43). Notons en passant que dans les lois uniformes concernant la lettre de change, le billet à ordre et le chèque, il y a plus de souplesse. Voici le texte pour la lettre de change, art. 41 : Lorsqu'une lettre de change est stipulée payable en une monnaie n'ayant pas cours au lieu de paiement, le montant peut en être payé dans la monnaie du pays d'après sa valeur au jour de l'échéance. Si le débiteur est en retard, le porteur peut, à son choix, demander que le montant de la lettre de change soit payé dans la monnaie du pays, d'après les cours, soit du jour de l'échéance, soit du jour du paiement.

Les usages du lieu de paiement servent à déterminer

(42) Hirschfield V. Smith, 1866, L. R. I. C. P. at p. 353.

(43) Conflict of Laws, 5^e édit., p. 596.

a valeur de la monnaie étrangère. Toutefois, le tireur peut stipuler que la somme à payer sera calculée d'après un cours déterminé dans la lettre.

Les règles ci-dessus indiquées ne s'appliquent pas au cas où le tireur a stipulé que le paiement devra être fait dans une certaine monnaie indiquée (clause de paiement effectif en une monnaie étrangère). Si le montant de la lettre de change est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente dans le pays d'émission et dans celui du paiement, on est présumé s'être référé à la monnaie du lieu de paiement.

En ce qui concerne le chèque, les dispositions sont sensiblement les mêmes, art. 36 : « Lorsqu'un chèque est stipulé payable en une monnaie n'ayant pas cours au lieu de paiement, le montant peut en être payé dans le délai de présentation du chèque, en la monnaie du pays, d'après sa valeur au jour du paiement. Si le paiement n'a pas été effectué à la présentation, le porteur peut, à son choix, demander que le montant du chèque soit payé d'après le cours, soit du jour de la présentation, soit du jour du payement. Ces solutions paraissent fort logiques et il nous semble qu'elles ont été admises par certaines décisions de justice anglaises (44) du moins approximativement.

(44) Cohn v. Boulken, 1920, 36 T. L. R. 767 et Ullendahl v. Pankhurst et C^o, 1923, 39 T. L. R. 628.

Dans la première espèce, c'est la date du procès qui a été prise en considération et dans la seconde, la date du protêt.

La section 72 du Bills of Exchange act comporte enfin une sous-section 5, ainsi libellée : « Lorsqu'un effet est tiré dans un pays et payable dans un autre, la date requise est déterminée conformément à la loi du lieu où il est payable. En conséquence, il a été jugé qu'un effet tiré à Paris sur Londres a droit à trois de grâce, parce que telle est la loi anglaise, mais qu'au contraire un effet tiré à Londres sur Paris, n'a droit à aucun délai de grâce, parce que telle est la loi française. Dans la loi uniforme, les délais de grâce ne sont pas admis ; art. 74 de la loi uniforme concernant la lettre de change : « aucun jour de grâce, ni légal, ni judiciaire, n'est admis », et article 57 pour le chèque.

C'est la solution admise dans les décrets-lois du 31 octobre 1935, avec certaines réserves.

Autre exemple : un effet avait été tiré en Angleterre, payable à trois mois de date. Après l'émission, mais avant l'échéance, intervenait en France une loi de moratoire par suite de la guerre, retardant d'un mois l'échéance de tous les effets en cours. Il fut décidé que l'échéance de cet effet devait, à toutes fins utiles, être régie par la loi française.

Voici encore un cas analogue : un effet accepté et payable en Allemagne, était détenu par un banque an-

glaise. La guerre éclata avant l'échéance de l'effet et une loi de moratoire allemand retarda le paiement des effets indéfiniment, stipulant qu'aucun intérêt ne serait dû pour la période allant de la date de l'échéance à la fin du moratoire. Il fut jugé que le paiement de cet effet était régi par la loi allemande (45).

Sir M. D. Chalmers examine le cas où un effet est tiré dans un pays où prédomine l'ancien calendrier et il estime que, dans ce cas, il n'y a pas de conflit de lois, mais seulement conflit de calendriers. « There is no conflict of laws, but only conflict of calendars » (46). La solution en Angleterre consiste à traduire en calendrier grégorien c'est-à-dire que si l'effet dans l'ancien calendrier porte la date du 1^{er} janvier, il faut le traiter comme s'il était du 14 janvier, dans le cas où il est payable en Angleterre.

C'est là également la solution admise par la loi uniforme, art 37 : « Quand une lettre de change est payable à jour fixe dans un lieu où le calendrier est différent de celui du lieu de l'émission, la date de l'échéance est considérée comme fixée d'après le calendrier du lieu de paiement. Quand une lettre de change tirée entre deux places ayant des calendriers différents est payable à un certain délai de date, le jour de l'échéance est ramené

(45) *Re Francke and Rash*, 1918, I, ch. 470.

(46) *A Digest of the Law of Bills of Exchange act.*, p. 287.

au jour correspondant du calendrier du lieu de paiement et l'échéance est fixée en conséquence ».

Lorsqu'en vertu de la législation anglaise, c'est une loi étrangère qui doit être appliquée, la preuve de cette loi se fait par le témoignage de juristes et d'experts appartenant à ce pays étranger. A défaut de ce témoignage, il y a, semble-t-il, présomption que la loi étrangère est identique à la loi anglaise. Dans ce sens, Westlake in *Private international law* (5^e édit. p. 364). Notons enfin que dans les procès soumis à un jury, lorsqu'un témoignage relatif à un point de droit étranger est apporté, ses effets doivent être déterminés par le juge et non par le jury.

En résumé, dans les sous-sections 4 et 5 de la section 72, il est fait une large place à la loi du lieu de paiement; mais n'est-ce pas encore par application de la règle *locus regis actum* ? Il est, semble-t-il, permis de le penser : ici, la règle *locus regit* et la *lex loci solutionis* nous paraissent coïncider. Il est conforme à la règle *locus* que tout ce qui concerne le paiement soit régi par la loi du lieu de ce paiement.

Il reste à dire quelle est la position prise par les Etats-Unis d'Amérique.

Il ne nous a pas paru qu'elle fût bien nette et la raison en est, sans doute, que la *Negotiable Instruments Law* ne contient aucune règle sur les conflits de lois. Ils se résolvent d'après les principes du droit international

privé général et les précédents anglais. Dans son cours de 1933-36, M. le Professeur Niboyet enseigne que « les Etats-Unis comme l'Angleterre, sont régis par le Common Law (droit commun), mais qu'aux Etats-Unis, on suit des courants juridiques qui n'existent pas en Angleterre et qui tiennent aux énormes apports européens dans ce pays (47).

La doctrine et la jurisprudence sont divisées. Certains juristes et certaines cours se prononcent pour l'application de la règle *locus regit actum* ; d'autres, pour l'application de la *lex loci solutionis*. Voici, d'abord, une question assez spéciale qui a donné lieu à un grand nombre de décisions de justice. Il s'agit de la clause « *with costs of collection or an attorney's fee, in case payment shall not be made at maturity* ».

Un effet avait été émis en Virginie, mais était payable à New-York, pays dans lequel ladite stipulation n'était pas prohibée, ni par le droit commun, ni par la *negotiable instruments law*. Il a été jugé que c'était la loi de New-York, lieu d'exécution, qui devait s'appliquer même si la loi de Virginie interdisait cette clause, ce qui, d'ailleurs était douteux (48). Mais l'on peut citer des décisions en sens contraire ; par exemple, dans l'affaire *Exchange Bank V. Appalachian Land, etc.*, C^o 28 N.C.

(47) Les Cours de droit, p. 344, 1935-36.

(48) *Oglesby V. Bank of New-York* 114 Va. 663. 77 S. E. 468 19 Va Law Reg. 122.

193-38 S.E. 813 : un effet avait donné lieu à une poursuite dans la Caroline du Nord où une telle stipulation est considérée comme nulle. Cette poursuite n'a pas abouti, bien que cet effet fût payable en Georgie, pays où la clause était valable.

Voici une autre affaire assez complexe où il est fait appel à une notion d'usage très répandu en Europe : la notion d'ordre public. C'est l'affaire *Miller Bros C^o V. Blackburn Coal C^o* 212 K y 447, 279 S. W. 618. Des effets avaient été signés dans le Kentucky et expédiés dans le Tennessee. A la suite d'un contrat conclu dans le Tennessee, les effets avaient été rendus payables dans le Tennessee. Il y avait stipulation d'intérêts au taux de 8%, ce qui était le taux admis au Tennessee, mais non au Kentucky. Il y avait, en outre, une clause de 10% « for attorney's fees », clause qui était permise dans le Tennessee, mais non dans le Kentucky. Il fut jugé que les effets étaient des contrats du Tennessee, régis par les lois du Tennessee ; qu'en conséquence les 8% d'intérêts étaient exigibles, mais que les 10% « attorney's fee » n'étaient pas autorisés du fait que de tels contrats constituent des accords pour payer des pénalités et tendent à opprimer le débiteur et à encourager les procès, contrairement aux lois d'ordre public du Tennessee. Pour cette raison, de tels contrats, lorsqu'ils sont conclus dans un Etat étranger, ne seront pas exécutoires dans le Kentucky.

Dans cette question, il est vrai, très particulière, des « attorney's fees », mais par là même très révélatrice, citons encore l'affaire Eder v. Finck 147 Minn. 438, 180 N. W. 452. Un effet payable au défendeur ou à son ordre et endossé par lui au plaignant, prévoyait l'addition d'un montant raisonnable pour frais de recouvrement en cas de protêt et de poursuite. L'effet portait qu'il était payable en Iowa, où il était négociable, mais, en fait, il avait été créé en Minnesota avant que la negotiable instruments law y fût en vigueur. Dans un procès sur cet effet, en Minnesota, le défendeur invoqua le fait que, dans ce pays, le dit effet n'était pas négociable et s'appuya sur un accord verbal d'après lequel l'endossement n'avait que le seul but de céder le titre.

La Cour jugea que l'on était en face d'un effet du Minnesota, non négociable, que l'endossement valait seulement cession et que le plaignant devait avoir gain de cause. Il n'y eut pas d'appel.

Rappelons enfin le cas *Westwater v. Muray* 245 Fed 427, 157 C.C.A. 589. Il y est affirmé qu'une Cour de l'Ohio rendra exécutoire et que d'après la clause de bonne foi et de crédit de la constitution fédérale, elle doit rendre exécutoire, un jugement rendu en Pensylvanie sur un effet « cognovit » établi et payable en Pensylvanie, bien que l'effet contienne une clause prévoyant des « attorney's fees » et que le jugement les admette, une telle clause étant valable en Pensylvanie, bien que contraire à l'ordre public en Ohio. N'est-on pas ici

en face d'une sorte d'écho de la théorie du respect des droits internationalement acquis ? ».

L'on voit que, dans cette question de « clause pénale » ajoutée à un effet, la jurisprudence américaine était loin d'être fixée avant l'adoption par les divers Etats d'une loi unique, the negotiable instruments law. Sans doute, il s'agit ici de conflits de lois entre des Etats membres de l'Etat fédéral et non entre Etats pleinement souverains et indépendants. Mais, l'on sait aussi que les règles du droit international privé proprement dit ont, en partie, leur source dans ces sortes de conflits.

Parmi les clauses additionnelles aux effets de crédit et de paiement, il en est une autre qui a donné lieu à d'intéressantes décisions de justice. Nous voulons parler de la clause de « confession of judgment if the instrument be not paid at maturity ».

Un effet, daté et payable en Illinois et autorisant « any attorney » à acquiescer au jugement au nom du tireur à tout moment de l'avenir, « at any time hereafter » avait été préparé par le bénéficiaire en Illinois et envoyé au tireur en Indiana, qui l'y signa et le déposa à la poste à l'adresse du bénéficiaire. Après l'échéance, le bénéficiaire obtint un jugement « by confession » par aveu en Illinois et poursuivit sur ce jugement en Indiana où la loi n'autorisait pas la conclusion de contrats de cette sorte, mais où, cependant, les jugements « by confession » étaient admis sous certaines conditions. Il fut

décidé que le jugement de l'Illinois avait droit à toute bonne foi et crédit et qu'il devrait être exécuté.

L'effet avait bien été délivré lorsqu'il avait été mis à la poste en Indiana ; mais il était payable en Illinois et c'est la loi de l'Illinois qui doit régir ce paiement ; d'autant que de tels contrats ne sont pas contraires à l'ordre public en Indiana (49). L'un des juges de la Cour déclara qu'il n'était pas de cet avis.

Dans une affaire *Jones v. Turner* (50), il fut jugé qu'un jugement rendu dans l'Illinois à propos d'un effet contenant une clause d'acquiescement, et la validant, ne pouvait être reconnu dans le Michigan, ce pays exigeant que la faculté d'acquiescement figurât dans un acte spécial et séparé. Il s'agissait d'un effet « *executed* » dans le Michigan.

Dans une affaire *Security Holding Co of Beresford V. Christensen*, il a été décidé que le pouvoir d'endosser d'un représentant est déterminé par la loi du lieu d'endossement et non par la loi du lieu de l'accréditement (51).

Un effet « *without consideration* », sans cause, de complaisance, dirions-nous semble-t-il, daté et payable en Ohio, avait été matériellement altéré par son créateur à New-York sur la demande du bénéficiaire, après avoir été endossé par le défendeur à New-York, il avait

(49) *Egley V. Bennet et Co*, 145 N. E. 830.

(50) *Mich.* 228 N. W. 796.

(51) 53. S. D. 37.

été par la suite transmis en Ohio à un porteur de bonne foi. Il fut jugé que l'effet de l'altération devait être déterminé par la loi de New-York, et non par celle de l'Ohio et que le porteur de bonne foi pouvait recouvrer contre le défendeur d'après la teneur primitive de l'effet (52).

Voici maintenant une affaire qui a soulevé des discussions doctrinales : deux traites, datées de Londres, mentionnaient le défendeur à la fois comme tireur et comme tiré, et l'une donnait New-York comme adresse du tiré. Une poursuite fut intentée à New-York à raison de ces effets sur la base qu'on était en présence de « promissory notes » de billets à ordre. Or, ces effets n'étaient pas timbrés et l'on soutint devant la Cour que, d'après la loi anglaise, ces effets étaient nuls ab initio comme non timbrés. Il fut décidé que le défendeur était responsable en tant qu'émetteur de billets à ordre. De tels effets étaient valables d'après les lois du lieu d'exécution et les tribunaux de New-York n'avaient pas à tenir compte des lois fiscales d'un pays étranger (53).

A ce sujet, l'on doit relever une note dans 31 Yale L. 3 771 qui considère qu'un instrument négociable devrait être valable, s'il est conforme à la loi de l'un des États avec lequel le contrat a une relation substantielle, mais s'oppose à la négligence des lois fiscales étrangères

(52) Colonial Nat. Bank V. Duerr, 108, App. Div. 215. 95. N. Y. Supp. 810.

(53) Beadall V. Moore 199 App. Div. 531, 191, N. Y. Supp. 826.

« which considers that negotiable instrument should be valid if it complies with the law of any state with which the contract has a substantial relation but object to the disregard of foreign revenue Law ».

La décision ci-dessus relatée est conforme à l'opinion en faveur à New-York d'après laquelle la loi du lieu de l'exécution régit la validité d'un contrat ; mais elle est en contradiction avec les vues du Professeur Beale selon lequel c'est la loi du lieu de création qui devrait jouer (54).

Notons, en passant, qu'il fut admis, sans preuve réelle, que les effets non timbrés étaient nuls d'après la loi anglaise. C'est fort invraisemblable d'après ce que nous avons vu en Angleterre.

L'importante question des responsabilités du tireur a donné lieu à une jurisprudence variée et même contradictoire. Des cours ont admis que les responsabilités du tireur d'une lettre de change doivent être appréciées d'après la loi du lieu du tirage. Ainsi un effet tiré à New-York et payable en Autriche est un bill étranger « a foreign bill », et doit être protesté pour que le tireur reste tenu, bien que d'après la loi autrichienne aucun protêt ne soit nécessaire (55).

(54) « in what Law governs the validity of a contract ». L. Rev. 179, 194, 260.

(55) Amsinck V. Rogers 139, N. Y. 252, 82 N. E. 134, 12 L. R. A. N. S. 875, 121 Am. St. Rep. 858 ; Gorsche First National Bank of Manistique 233 Mich. 428, 206 N. W. 992 ; Casper V. Kuhne 79 Misc. Rep. 411, 140 N. Y. Supp. 86.

Notons toutefois que dans l'affaire *Amsinck v. Rogers*, l'un des juges prétendait que les obligations du tireur d'un chèque doivent être déterminées par la loi du lieu où il est payable. Cette opinion a été rejetée dans une affaire *Henneulottes v. de Orvanos* (56). La Cour a décidé que c'est la loi du lieu d'émission qui doit jouer, comme s'il s'agissait d'une lettre de change, puisque le chèque n'est qu'une variété de lettre de change.

Par contre dans une affaire *Belestin v. First national Bank* 177 Mo. App. 300, 164 S.W. 160), il a été jugé que c'était la *lex loci solutionis* qui devait être prise en considération. Un effet avait été tiré par le défendeur à Kansas-City sur une banque de Londres. Il avait été payé par le tiré de bonne foi et dans le cadre normal des affaires (« and in the ordinary course of business »), mais sur un faux endos du bénéficiaire. Il fut admis que d'après la section 60 du Bills of Exchange Act, un tel paiement devait être tenu pour régulier et que le véritable bénéficiaire ne pouvait pas réclamer au tireur le montant de l'effet ainsi payé ; la question de savoir ce qui constitue un paiement valable devant être régie par la loi du lieu de ce paiement, à raison de la présomption que le tireur avait émis la lettre et que le bénéficiaire l'avait acceptée en considération de cette loi. « The question as to what constituted a legal payment was governed by the

(56) 114 Misc. Rep. 333. 186 N. Y. Supp. 483.

law of the place of performance and it is to be assumed that the drawer issued the bill and the payee took it with a view to that law (57).

Dans le même sens, l'affaire *Caras v. Thalmann* (58) : une lettre de change avait été tirée à New-York en plusieurs exemplaires sur un débiteur à Paris, et les deux exemplaires avaient été expédiés par la poste, sous enveloppes séparées, aux bénéficiaires en Espagne. Le second exemplaire leur parvint seul ; les bénéficiaires le négocièrent et l'endossèrent. Présenté au paiement, le tiré refusa pour le motif que l'exemplaire n° 1 qui paraissait régulièrement endossé par les bénéficiaires et par plusieurs autres personnes avait déjà été présenté et payé de bonne foi. Un avis de non-paiement fut donné au tireur et l'endossataire des bénéficiaires le poursuivit.

Cependant le droit français dispose que « celui qui tire une lettre de change à son échéance et sans opposition, est présumé libéré ». Il fut décidé que du fait que la validité du paiement était régie par la loi du lieu de l'exécution, et du fait que, d'après le droit français, le paiement de l'exemplaire n° 1 de la lettre de change était valable, bien que les endossements aient été faux : la poursuite n'était pas susceptible d'aboutir.

Autres exemples encore : un billet à ordre avait été signé et était payable en Indiana. Il fut jugé que les

(57) *Brannan's Negotiable Instruments Law-Bentel*, p. 1017.

(58) 138, App. Div., 297, 123 N. Y. Supp. 97.

droits et devoirs des parties étaient déterminés par les lois de l'Indiana, bien que le billet fut garanti par une hypothèque sur un terrain situé en Arkansas. Ce billet avait été signé conjointement par un mari et une femme. Le mari étant venu à mourir, l'administrateur de ses biens fut déclaré débiteur du tout, quitte à lui à se retourner contre la femme, pour sa part et portion (59).

Un bénéficiaire en Iowa avait préparé et envoyé des billets à ordre au tireur en Minnesota. Celui-ci les avait signés et renvoyés par la poste en Iowa. Il a été jugé que l'on se trouvait en présence d'un acte fait en Iowa et régi par la loi de ce pays en matière de prescription.

Dans Brannan's Negotiable Instruments Law-Bentley (P. 1032, § 184) l'on peut lire que la négociabilité d'un instrument est déterminée par la loi du lieu de paiement et non par celle du lieu de création « the negotiability of an instrument is determined by the law of the place of payment and not the place of making ».

Voici maintenant les solutions américaines au sujet de la question si importante actuellement des effets payables en monnaies étrangères : un chèque tiré à Boston était payable en liras en Italie. Il fut protesté et la valeur de la lire fut fixée par la Cour au jour du protêt, et non à celui de l'achat du chèque, ni à celui de la poursuite (60).

(59) Magenheimer V. councilman 76. Ind. App. 583, 125 N. E. 77.

(60) American Express Co. V. Cosmopolitan Trust Co 239, Mass 249, 132, N. E. 26.

D'intéressantes observations ont été émises à ce sujet par G. K. Fraenkel : « Some aspects of the law relating to Foreign Exchange », 20 Colum L. Rev. 832 et par Harlan F. Stone : « Quelques problèmes légaux impliqués dans la transmission de fonds étrangers », 21 i b 507 - « Some legal Problems involved in the transmission of funds ».

Citons enfin un cas assez complexe et dans lequel la Cour paraît s'être écartée des solutions généralement admises. Il a été décidé que des chèques payables en dollars à New-York à l'ordre d'une personne dénommée, qui avaient été signés, remis et endossés à Mexico et écrits en espagnol, doivent être régis par la loi de Mexico, c'est-à-dire par la loi du lieu d'émission... Le fait que la forme, l'endossement et la négociation fussent conformes à ce qui se fait d'habitude à New-York, n'empêcha pas le tireur de nier que la loi de New-York fut applicable (61).

« Cheks payable in dollars in New-York « to the order of » a named person, which were signed, delivered and indorsed, in Mexico and written in Spanish, were governed by the law of Mexico, the place of drawing... the fact that the form, indorsement and negociation complied with what is usual in New-York, did not estop the drawer to deny that New-York law was applicable ».

(61) Hennenlotter. V. D. Orvanos 114, Misc. Rep. 333, 186 N. Y. supp. 488.

L'impression qui se dégage, avant tout, de l'étude que nous avons entreprise, c'est celle de la multiplicité et de la complexité des problèmes qui se trouvent posés par la circulation des lettres de change, billets à ordre et chèques de pays à pays : circulation qui ne cesse de croître en raison même du progrès des procédés de règlement. Nous avons essayé d'indiquer les solutions que ces problèmes avaient reçus, soit dans les conventions de Genève, soit en Angleterre et aux États-Unis d'Amérique. Ces solutions de détail et d'espèce obéissent-elles à de simples considérations pratiques, ou, au contraire, s'expliquent-elles par des directives générales et plus ou moins communes à tous les pays. C'est ce que nous voudrions rechercher pour finir.

CONCLUSION

Notons, au préalable, que le droit de change, dit continental, est enfermé dans deux conventions : l'une du 7 juin 1930 relative à la lettre de change et au billet à ordre ; l'autre du 19 mars 1931, relative au chèque.

Ce droit de change, en ce qui concerne les solutions des conflits de lois, est moins unifié qu'il ne peut sembler d'abord, les dites conventions étant susceptibles d'une foule de réserves de la part des Etats adhérents. La France n'a pas, jusqu'ici, usé de ces réserves. Les tribunaux des pays adhérents aux conventions de Genève n'ont donc, en principe, qu'à appliquer les règles prévues dans ces conventions.

Il s'ensuit que l'on peut escompter une jurisprudence relativement uniforme et stable. Demander plus serait illusoire. Les prévisions législatives ne sauraient embrasser toutes les hypothèses possibles ; les mêmes expressions n'ont pas le même sens pour des cours de traditions différentes ; enfin, comme il a déjà été dit, les Etats signataires peuvent faire des réserves. Il n'en res-

te pas moins que, devant des textes très étudiés comme ceux de Genève, les tribunaux nationaux ne gardent qu'une liberté de décision assez restreinte.

En Angleterre, le Bills of Exchange Act de 1862 comporte toute une section — la section 72 — qui est consacrée à la solution des conflits de lois qui peuvent se présenter en matière de droit de change ; de telle sorte qu'en Angleterre aussi, les tribunaux ont reçu du législateur des directives assez précises : directives que le législateur a, d'ailleurs, dégagées de la pratique des Cours.

En Amérique, par contre, le negotiable instruments law ne comprend pas de dispositions relatives aux conflits de lois. Ces conflits sont donc laissés sous l'empire du droit commun, et aussi, à titre indicatif, des textes anglais.

Les commentateurs américains du Negotiable Instruments Law ne manquent pas de le faire suivre des disposition du Bills of Exchange Act de 1882, « not adopted by the negotiable instruments law », parmi lesquelles figure la section 72 (1). Comme conséquence, l'on peut inférer que la jurisprudence américaine sera moins cohérente que celle du continent ou même de l'Angleterre, et c'est, semble-t-il, l'une des leçons qui se dégagent de l'exposé que nous avons fait.

(1) Brannan's Negotiable Instruments Law-Beutel, 1155.

Il faut ajouter que, même là où des textes existent, c'est-à-dire dans les pays signataires des conventions de Genève et en Angleterre, ces textes ne sont pas également compréhensifs. Dans les conventions de Genève, des dispositions visent la question si délicate de la capacité ; dans la section 72 du Bills of Exchange Act, elle est totalement laissée de côté.

En un mot, à Genève, l'on s'est efforcé de donner une solution à tous les conflits qui paraissaient possibles en matière de droit de change. En Angleterre, dans la loi sur les effets de change, l'on n'a prévu que certains conflits, laissant les autres sous l'empire du droit commun et à l'appréciation des juges. M. Lévy-Ullmann a eu le grand mérite de signaler l'importance extrême qu'a la coutume internationale dans la question des conflits de lois en Angleterre. Voici comment il s'exprime dans un cours professé à la Faculté de Droit en 1937-1938 : « La valeur de la contribution des pays anglo-saxons ne consiste pas dans l'apport de règles nouvelles. Ce n'est que dans les tout derniers temps que le droit anglais et le droit américain nous ont donné des règles un peu différentes de celles de la coutume internationale. Ce qu'il y a de remarquable dans cette contribution, c'est qu'elle a constitué surtout une expansion à travers le monde de la coutume internationale qui, de la sorte, a embrassé par les pays anglo-saxons tout l'ensemble du monde civilisé et, d'autre part, une consolidation, une

consécration, des règles traditionnelles » (2). Les conventions de Genève sont plus complètes en la matière que le Bills of Exchange Act. Cela résulte à l'évidence des textes que nous avons cités au cours de cette étude.

Ces constatations faites, nous allons confronter, sur les points les plus essentiels, les solutions des conventions de Genève, d'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique, de façon à en donner, si possible, une vue synthétique, alors que jusqu'ici, nous n'en avons donné qu'une vue analytique et morcelée.

I. — CAPACITÉ

D'après les conventions de Genève, la capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change, billet à ordre ou chèque est déterminée par sa loi nationale. C'est le principe ; mais il est atténué par diverses réserves : renvoi, intérêt du pays où l'engagement a été pris, ordre public du pays de celui qui s'engage.

L'on est en face d'une solution de compromis ; un principe rationnel est proclamé, mais il est assorti de restrictions dans des buts d'ailleurs divers, si bien qu'il est impossible de prévoir comment un tribunal jugera, dès que se présentera une espèce un peu compliquée. Des intérêts contradictoires et peut-être également légitimes

(2) Les Cours de droit, p. 90.

sont en cause ; lequel devra l'enporter ? Des directives sont données par le législateur ; pratiquement, la liberté de mouvement des juges reste grande.

Dans le Bills of Exchange act, il n'y a rien de prévu quant à la solution des conflits de lois qui peuvent naître en cette matière. Il semble donc que, conformément à la section 97, parag. 2, les cours devraient appliquer le droit commun, c'est-à-dire la loi du domicile des parties qui s'engagent ; mais, en fait, il en est différemment ; elles appliquent la *lex loci contractus* pour des motifs d'ordre pratique. Il est remarquable que, même du point de vue du droit interne, les commentateurs du Bills of Exchange Act consacrent peu de développements aux questions de capacité. En voici, sans doute, les raisons : tout d'abord, la capacité n'obéit pas, en cette matière, à des règles particulières « Capacity to incur liability i. e. a party to a bill is co-extensive with capacity to contract » (3). Ensuite, l'on n'use guère de lettres de change et de billets à ordre que dans les milieux d'affaires.

En ce qui concerne les chèques, il faut avoir un compte en banque. Enfin, toutes les nations qui emploient vraiment les instruments de change ont des lois satisfaisantes en matière de capacité.

Aux Etats-Unis d'Amérique, les cours suivent à peu

(3) A Digest of the Law of Bills of Exchange, p. 70, § 22.

près les mêmes règles qu'en Angleterre et font, en général, fléchir la protection des incapables devant les nécessités du crédit. « It is submitted that in the case of ordinary negotiable paper a similar result should be reached, and the commercial policy in favor of the free circulation of such paper to innocent purchasers should override the somewhat antiquated policy of our law which gives such excessive protection to infants as often to result in what has been called « infantile paralysis » (4).

II. — FORMES

Sur ce point, les conventions de Genève, le Bills of Exchange Act, la jurisprudence américaine sont d'accord : le principe partout admis est que la forme des engagements pris en matière de lettres de change, billets à ordre et chèques, se règle par la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits. Exceptionnellement, d'autres règles s'appliquent dans le but d'accroître, le crédit de ces effets. Par exemple, dans les conventions de Genève, il est spécifié que l'observation des formes prescrites par la loi du lieu de paiement suffit.

En résumé, dans cette matière, l'on applique partout

(4) Brannan's Negotiable Instruments Law-Beutel, p. 278, § 22.

le même principe et les cas exceptionnels sont jugés sensiblement de la même façon.

III. — DROITS, DEVOIRS ET ACTIONS DES PERSONNES IMPLIQUÉES DANS LES LETTRES DE CHANGE, BILLETS A ORDRE ET CHÈQUES : tireur, tiré, bénéficiaire, endosseur, endossataire, etc..

Les Conventions de Genève établissent une répartition des compétences entre deux lois : la *lex loci contractus* et la *lex loci solutionis*. Cette répartition ne s'explique pas, semble-t-il, par des conceptions théoriques, mais par des buts pratiques ; elle n'a pas de fil directeur rationnel.

Exemple : les délais de l'exercice des actions en recours sont déterminés, pour tous les signataires, par la loi du lieu de création du titre ; mais la loi du pays où le chèque est payable détermine si le chèque peut être barré ou revêtu de la clause « à porter en compte », ou d'une expression équivalente, et quels sont les effets de ce barrement ou de cette clause ou de cette expression équivalente. Comment se justifie cette discrimination ? Il serait sans doute malaisé de le dire.

En Angleterre, le Bills of Exchange Act procède également par voie d'énumération. Exemples : la sous-section 2 décide que les effets légaux du tirage, de l'endossement, de l'acceptation... sont déterminés par la loi du

lieu où le fait s'est passé. La sous-section 3 décide que les obligations du porteur en ce qui concerne la présentation à l'acceptation ou au paiement... dépendent de la loi du lieu où l'acte est fait. Il n'y a pas de principe posé, et cela se comprend, le Bills of Exchange Act n'ayant fait que codifier et cristalliser la pratique et la jurisprudence. Mais il nous semble qu'ici — contrairement à ce qui nous a été dit des Conventions de Genève — il y a un fil conducteur suivi presque dans tous les cas, et ce fil conducteur, c'est la *lex loci contractus*.

Aux Etats-Unis d'Amérique, les solutions adoptées paraissent moins cohérentes qu'en Angleterre ; elles s'inspirent d'idées très variées : ordre public, intérêts pratiques ; mais elles oscillent entre la *lex loci contractus* et la *lex loci solutionis* avec prédominance de celle-ci.

Tout compte fait, et si l'on néglige les solutions d'exception, l'on peut dire que les Conventions de Genève appliquent distributivement trois lois : la loi nationale pour le règlement des problèmes de capacité, la *lex loci contractus* pour les formes extrinsèques et certaines questions de fond, enfin la *lex loci solutionis* dans un grand nombre de cas spécifiés aux textes ;

— que l'Angleterre applique à peu près exclusivement la *lex loci contractus* ;

— et que les Etats-Unis d'Amérique font une répartition, d'ailleurs peu nette, des compétences entre la *lex loci contractus* et la *lex loci solutionis*.

De ces divers systèmes, si l'on peut ainsi s'exprimer, lequel conviendrait-il de préférer ? C'est une question délicate et assez subjective — à notre sens, le système anglais a de grands mérites.

En accordant la préférence à la *lex loci contractus*, il tient compte des intentions présumées des usagers des lettres de change, billets à ordre et chèques. Dès l'instant que des personnes opèrent dans un certain endroit, il est normal qu'elles se voient appliquer les lois de cet endroit. Peut-être préféreraient-elles se voir appliquer leurs lois personnelles ; mais elles sentent qu'elles ne sont pas seules en cause, qu'elles ont des partenaires d'autres pays et que le plus simple est de s'en remettre aux lois du lieu où l'acte est passé. Cette explication généralisée de la *lex loci contractus* a, d'autre part, le très grand avantage d'unifier les solutions relatives aux questions de forme et de fond, et d'écarter ainsi les très graves difficultés qu'il y a dans la détermination précise de ces deux sortes de questions.

Est-à-dire que cet appel à peu près exclusif à la *lex loci contractus* peut régler les innombrables conflits qui peuvent se produire à raison des lettres de change, billets à ordre et chèques, soit pleinement satisfaisant ? Il serait excessif de le prétendre.

Il est d'abord assez malaisé parfois de dire quelle est la *lex loci contractus*. Exemple : pour les Anglais, ce n'est pas le lieu de la signature d'un bill, mais le lieu

de la remise au bénéficiaire. Si l'envoi se fait par la poste, c'est le lieu de la mise à la boîte. Voici une objection plus grave encore : les usagers des effets de change peuvent indiquer l'endroit qu'ils veulent. Exemple : l'Anglais qui signe un chèque à Londres peut indiquer qu'il l'a signé à Paris et prétendre qu'il l'a remis à cette place. Les Cours anglaises présument que l'endroit indiqué est l'endroit réel, sauf cas exceptionnels. Enfin les chèques, les billets à ordre et surtout les lettres de change sont susceptibles d'une foule d'opérations qui peuvent se passer dans des pays différents ; de sorte que l'application de la maxime *locus regit actum* est loin de mener à l'application d'une loi unique ; elle mène bien plutôt à l'application concomittante de toute une série de lois : d'où de grandes complications. Il est vrai que ce sont les plaideurs qui ont à faire la preuve de ces diverses lois et de leur consistance, faute de quoi les Cours anglaises supposent que les lois étrangères sont identiques aux lois anglaises. La tâche des juges reste, malgré tout, fort délicate.

En considération de toutes ces difficultés, des auteurs ont pensé qu'il serait préférable de faire appel à la loi du lieu de paiement. Ce lieu a, en effet, de grands avantages sur le lieu de passation des actes ; il ne peut pas être simulé et surtout il est unique.

Un effet de commerce peut être tiré sur une place, endossé sur beaucoup d'autres, accepté ailleurs encore,

mais il est forcément payable dans un endroit précis et qui ne varie pas au cours de l'existence de l'effet.

Des écrivains américains ont même prétendu que l'application de la *lex loci solutionis* était toute naturelle, les personnes qui se servent des instruments de change ou qui y sont impliquées à un titre quelconque prenant toujours cette loi en considération. C'est là une supposition gratuite et même dépourvue de vérité et de vraisemblance. Mais est-ce que la volonté des « usagers » a un rôle à jouer en matière de lettres de change, de billets à ordre et de chèques ? Mrs Beaucé et Eguell ont prétendu que les usagers n'avaient qu'un droit, celui de décider de se servir ou non de ces effets, mais que, pour le surplus, leur réglementation devait être faite par voie d'autorité au mieux des intérêts généraux, et il leur a semblé que la loi la plus adéquate, c'était la *lex loci solutionis* pour les raisons déjà exposées.

Cette conception est intéressante ; mais il nous semble qu'elle se fera plus difficilement adopter que l'acceptation généralisée de la maxime : *locus regit actum*. C'est une solution autoritaire qui a des mérites, mais qui heurte trop les desiderata assez simples de la pratique qui sont de trouver dans les effets de change des procédés commodes et sûrs.

Tout pesé, il semble que la *lex loci contractus* puisse avantageusement soutenir la comparaison avec la *lex loci solutionis*. Elle est presque exclusivement appliquée

en Angleterre ; elle est largement appliquée en Amérique et dans les pays adhérents aux Conventions de Genève. C'est là une référence qui doit incliner en sa faveur dans une matière où les considérations pratiques sont d'un plus grand poids que les considérations juridiques, si intéressantes soient-elles.

Vu, le Doyen :
RIPERT.

Vu, le Président de la Thèse :
M. LEVY-ULLMANN.

Vu et permis d'imprimer,
le Recteur de l'Académie de Paris :
G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

DROIT ANGLO-AMÉRICAIN

- BRANNAN et BEUTEL. — The Negotiable Instruments Law. — 15^{me} édition, Cincinnati 1932.
- CHALMERS. — A Digest of the Law of Bills of Exchange, Promissory notes, cheques and negotiable securities. — 9^{me} édition, London 1927.
- CHITTY. — Chitty on Bills of Exchange. — 11^{me} édition, 1878.
- CONANT. — The International Bills and Checks 1913.
- DANIEL. — Daniel on Negotiable Instruments. — 4^{me} édition, 1891.
- DICEY. — Conflicts of Law. — 5^{me} édition, London 1932.
— Dicey's Digest of the law of England with reference to the Conflict of Laws. — 5^{me} édition, Londres 1932.
- GUTTERIDGE. — The unification of the ruler of conflict relating to negotiable instruments. — Extracts from the Journal of Comparative legislation. — Février 1934.
- WESTLAKE. — Private International Law. — 5^{me} édition, traduction, Paris 1912.

CONVENTIONS DE GENÈVE

Session de l'Institut de Droit international, Bruxelles 1885.

Annuaire de l'Institut de Droit international, t. VII.

Session de Lausanne 1927, t. XXXIII.

Londres 1910, International law association.

Report of the twenty sixth Conference.

Deuxième Conférence diplomatique de la Haye pour l'unification du droit relatif à la lettre de change, au billet à ordre et au chèque, La Haye 1912. — Actes, 2 vol. — Documents, 2 vol. — Imprimerie Nationale.

Congrès de la Chambre de Commerce Internationale, Bruxelles 1925. — Brochures 35, 40, 42, 43.

Société des Nations :

C. 487. M. 203. 1923.

C. 234. M. 83. 1929.

C. 360. M. 1930.

C. i. L. G. 61. 1931.

C. 294. M. 137. 1931.

ANNALES DE L'INSTITUT DE DROIT COMPARÉ de l'Université de Paris, T. I, II et III, Paris 1938.

BALLADORE-PAILLIERI. — Il termine di presentazione dello chèque pagabile al estero. — Foro subalpino, 1929.

BOUTERON G. — Le statut international du chèque, 1934. — Paris.

HAMEL G. — Le nouveau régime du chèque en France, Paris 1936.

LÉVY-ULMANN. — Cours professé à la Faculté de Droit de Paris, 1937-1938.

- Cours de législation civile comparée. — 1936-1937.
 - Eléments d'introduction générale à l'études des sciences juridiques. — Le système juridique de l'Angleterre ; T. I : Le système traditionnel, Paris 1928.
 - Les conflits de lois dans le droit anglais. — Cours professé à la Faculté de Droit, 1937-1938.
 - LEREBOURG-PIGEONNIÈRE. — Précis de droit international privé, Paris 1933.
 - NIBOYET. — Manuel de Droit international privé. — 2^{me} édit., 1928.
 - Notions sommaires de Droit international privé. — Paris 1937.
 - Traité de Droit international privé. — 2 vol. parus, 2 vol. non parus, 1938.
 - Cours professé à la Faculté de Droit de Paris. — 1935-1936.
 - PERCEROU et BOUTERON. — La nouvelle législation française et internationale de la lettre de change, du billet à ordre et du chèque, avec un exposé sommaire des principales législations étrangères, 2 vol. in-8°. — T. I : La lettre de change et le billet à ordre, Paris 1937. — T. II : Le chèque (non paru).
 - RIPERT. — Cours professé à la Faculté de Droit de Paris en 1934-1935.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
A. — Emission	7
B. — Circulation	9
C. — Le Paiement	10

CHAPITRE PREMIER

Le système dit continental, des conflits de lois en matière de Lettres de Change, Billets à Ordre et Chèques, en face des conventions de Genève.

§ 1. — Généralités	25
§ 2. — Importance croissante de la question des conflits de lois	34
§ 3. — L'œuvre de Genève	42
§ 4. — La question des formes	52
§ 5. — Pays signataires et pays adhérents aux conven- tions de Genève	56

CHAPITRE II

**Le système Anglo-Américain des conflits de Lois
en matière de Lettres de Change, de Billets à Ordre
et de Chèques, en face des Conventions de Genève.**

§ 1. — Question de capacité	70
§ 2. — Question de formes intrinsèques	72
§ 3. — Les pouvoirs, les droits et les obligations des per- sonnes impliquées dans les lettres de change, billets à ordre et chèques	83
CONCLUSION	109
I. — Capacité	112
II. — Formes	114
III. — Droits, devoirs et actions des personnes impli- qu岸ées dans les lettres de change, billets à ordre et chèques : tireur, tiré, bénéficiaire, endosseur, endossateur, etc.	115
BIBLIOGRAPHIE	121
